

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 12 FEVRIER 1970
N° 441, 1,50 F



ABP

A.F.P.

Résolution

Luttes ouvrières

13. A Elf-Ré, boycott de la cantine.
Michel Camouis

Luttes étudiantes

14. La lutte contre la sélection.
Albert Rousselles

Luttes internationales

16. Le peuple et ses fusils.
Michèle Vannesse
17. La petite omission de Roger Garaudy.
De notre correspondant à Berlin.
- 18-18. Réponse à Manuel Bridier.
Pierre Belleville

Dossier : le XIX^e Congrès du Parti communiste français.

4. Les contradictions du P.C.F.
Jean-Marie Vincent

5. Message du P.S.U.
Michel Rocard

6. Pour mieux comprendre le Congrès.
Jean-Yves Romo

Document : L'Etat ne transporte pas, il nous roule.

9. Une campagne sur les transports urbains.
Rémy Grillault

- 10-11. Le scandale des transports en commun.
Michel Carnay

1) L'offensive capitaliste

Pour faire face à la crise nationale et internationale dans laquelle elle se débat, la bourgeoisie française doit multiplier les initiatives :

— il lui faut réunir autour du pouvoir l'ensemble des forces conservatrices et modernistes du capitalisme par une ouverture politique vers le centre et la droite, qui augmente les luttes de tendances et de clans au sein même de la majorité ;
— il lui faut accélérer la concentration ou la fusion des entreprises pour affronter la concurrence internationale ;
— il lui faut réorienter les investissements vers les secteurs les plus productifs du point de vue capitaliste en freinant la consommation courante et en restreignant les équipements collectifs : augmentation des tarifs de transports, politique Chalandon à l'égard des autoroutes, attaques de Comiti contre les organisations de jeunesse et les Maisons de jeunes, de Michelet contre la décentralisation culturelle, tentatives de liquidation des écoles maternelles, de l'enseignement des langues vivantes et des œuvres universitaires, etc. ;

— il lui faut relancer la répression administrative, judiciaire et policière contre les lycéens, les étudiants et les enseignants qui entendent maintenir les objectifs et les formes d'action du mouvement de Mai 1968 ;
— il lui faut surtout essayer d'intégrer par les moyens de la politique des contrats de progrès ou des conventions sociales, le mouvement ouvrier, afin de l'enfermer dans un horizon corporatiste et de le couper ainsi des luttes des paysans, des commerçants et des étudiants à qui il pourrait donner direction et perspective.

Toutefois, cette offensive sur plusieurs fronts à la fois crée elle-même de nouvelles difficultés :

— dans une société bloquée, où les rapports de classe se sont durcis, se développe une grave crise morale à laquelle les jeunes bourgeois n'échappent pas. La révolte devient la seule issue pour ceux qui n'ont pas encore la possibilité de s'associer à une action révolutionnaire ;
— la menace d'une crise conduit certains capitalistes à ne chercher que leur intérêt à court terme. Le pouvoir lui-même donne l'exemple dans sa politique de marchands de canons ;
— la concentration capitaliste a de graves répercussions sur l'industrie et sur les secteurs de la distribution et de la production agricole, où de vastes couches sociales sont en voie de prolétarianisation. Les licenciements, les changements de cadence ou de qualification, les réorganisations hiérarchiques frappent durement certaines branches, certaines régions, affectant non seulement les techniciens ou les ouvriers, mais aussi une partie des cadres.

Cette situation explique les grèves qui se déroulent depuis plusieurs mois et met à l'ordre du jour la jonction non seulement des différentes catégories de travailleurs, mais aussi la jonction entre travailleurs, paysans, étudiants, commerçants qui doivent faire face à la même politique et au même adversaire.

La nature de ces difficultés du pouvoir indique les grands thèmes d'intervention indispensables pour mettre en question l'hégémonie bourgeoise.

2) La riposte des travailleurs

Cette offensive du patronat et de l'Etat se fait donc vers le mouvement syndical. Il est le partenaire recherché pour créer la « nouvelle société » et signer les contrats de progrès (E.D.F., Berliet, etc.). Ces contrats visent à intégrer les organisations syndicales dans cette vision du développement capitaliste, et les lier étroitement par des contraintes écrites, et ceci plus nettement dans les secteurs en pointe de l'industrie.

Par l'exigence du contrôle ouvrier, et le développement réel de prise de contrôle dans la production en dehors de toute « règle » imposée par le patronat, le P.S.U. propose à la stratégie syndicale un point d'appui solide et cohérent, et se bat dans les entreprises autour de cet axe de lutte essentiel.

Le P.S.U. entend aussi soutenir et renforcer le syndicalisme. Il trouve positive la signature d'accords d'entreprise ou de conventions si elles sont arrachées au patronat grâce à un bon rapport de force (et tout exercice d'un contrôle peut permettre de l'établir), et s'il s'agit d'un armistice provisoire, avec des avantages réels et la possibilité de développer de nouvelles luttes.

D'une façon générale, le P.S.U. soutient l'effort de tous les militants syndicaux qui se battent pour une stratégie offensive visant à désengager le mouvement syndical de toute tentative d'intégration, et à lui donner DANS LES FAITS son caractère de classe, anticapitaliste et anti-impérialiste.

3) L'unité des travailleurs

Pour renforcer l'unité des travailleurs et fournir un débouché politique à leurs luttes il est nécessaire de développer la liaison entre les luttes ouvrières, paysannes et étudiantes : en développant les possibilités de manifestations communes, et surtout en unifiant leurs objectifs autour de l'axe du contrôle ouvrier et dans la lutte contre la politique de rentabilisation et d'industrialisation mise en œuvre par le grand capital et contre la politique de répression que le pouvoir fait subir, particulièrement à la jeunesse dans les entreprises, les lycées, les Maisons de Jeunes ou à l'armée. C'est dans ces luttes de masse que les militants P.S.U. recherchent l'unité réelle des forces socialistes, sur les objectifs que se donnent les travailleurs.

Pour le P.S.U., la construction de l'unité politique — à tous les niveaux — va de pair avec le développement des luttes de masse et de leurs liaisons. L'unité ne consiste pas à réunir des appareils politiques qui se réclament de la gauche, mais recouvrent des réalités sociales fort différentes : les courants néo-radicaux ou déferristes, leurs alliés ou leurs complices constituent la nouvelle opposition centriste qui tente une fois de plus de fournir l'alternative politique dont les forces capitalistes peuvent découvrir un jour le besoin. Le P.S.U. se refuse à des discussions générales entre les états-majors de partis qui ne rechercheraient pas le lien avec les luttes de masse et leur prolongement politique.

Le P.S.U. souhaite que la discussion puisse s'ouvrir prochainement avec le Parti Socialiste sur les ruptures qu'implique aujourd'hui le projet socialiste ;

il souhaite que les premiers accords réalisés avec la Convention des Institutions Républicaines puissent déboucher sur des actions réelles.

Le P.S.U. est conscient de l'importance que peut revêtir sa prochaine discussion avec le Parti Communiste Français. Comme l'indiquait son message aux militants communistes réunis en Congrès, il fera tous ses efforts pour que les vrais problèmes de la lutte révolutionnaire dans notre pays soient posés lors de cette discussion et de celles qui pourront suivre.

4) La construction du parti révolutionnaire

Le P.S.U. s'efforce ainsi de réaliser le front des travailleurs dans la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme. Il riposte à l'offensive bourgeoise en développant ses campagnes de masse pour le contrôle ouvrier et contre les conditions de vie imposées aux travailleurs dans les villes et les campagnes.

Le P.S.U. mène dès maintenant cette action avec divers groupes révolutionnaires. Une action est engagée avec « Lutte Ouvrière » non seulement dans les entreprises mais aussi pour réagir contre la pression capitaliste dans les transports publics. Une campagne a commencé avec la Ligue Communiste contre la répression dans l'armée, l'université et les entreprises. Un travail commun est en cours dans les entreprises et l'université avec les militants de divers groupes « marxistes-léninistes ». Le P.S.U. est prêt à mener l'action en commun avec tous les groupes révolutionnaires, à l'exception de ceux qui prétendent éveiller la spontanéité des masses par la pratique de la provocation. Il se refuse à pratiquer l'exclusive contre aucun des groupes révolutionnaires partisans d'une action de masse.

Il invite tous ces groupes et militants à réfléchir sur les dangers de la dispersion et de l'atomisation du mouvement révolutionnaire. L'action commune doit constituer le banc d'essai pour la construction du parti révolutionnaire. Le P.S.U. propose à tous ces groupes de poursuivre parallèlement une réflexion de fond sur la nécessité du regroupement, la nature du parti révolutionnaire, ses orientations, son programme et son organisation. Conscient de ses responsabilités, le P.S.U. prendra toutes les initiatives nécessaires pour faire avancer la construction d'un puissant parti révolutionnaire. □

PANTHÉON

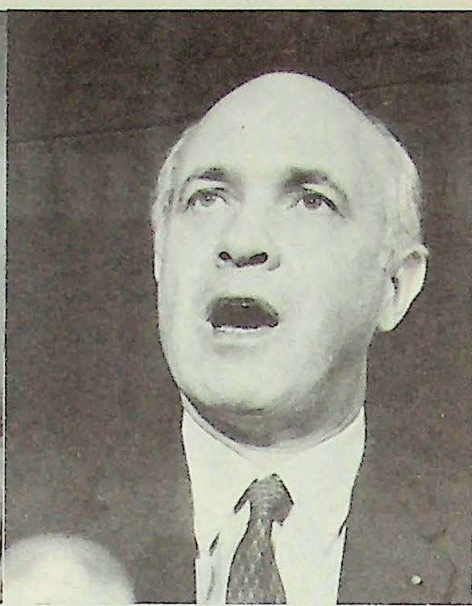
13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

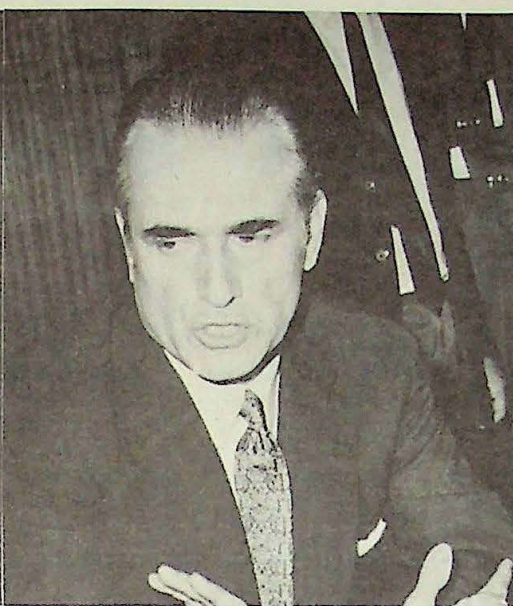
Bhakti



A.F.P.



Agip



Agip



A.D.N.P.

éditorial

Le projet révolutionnaire

Michel Rocard

Mai 1968 est bien loin. Non pas que vingt mois représentent une longue période dans l'histoire humaine, mais il semble plutôt que, de toutes parts, on cherche à éluder à la fois les problèmes posés par la crise sociale et culturelle, dont le mouvement de Mai fut l'expression, et l'immense espérance dont il était porteur.

Que la droite autoritaire, Marcellin en tête, ne voie dans l'explosion de Mai qu'un accident inexplicable de l'histoire dont il importe d'extirper toute trace par la répression, quoi de plus normal ?

Que le grand capital moderne et la fraction du gouvernement qui le représente préparent des stratégies d'intégration sociale (contrats de progrès, nouvelle société) et de croissance inflationniste parce que l'inflation est un anesthésique efficace contre les maux du développement, quoi de plus normal ?

Que Jean-Jacques Servan-Schreiber rédige un manifeste agressivement réformiste sans prendre la mesure de l'événement de Mai, de ce qu'il signifie, de ce dont il est l'aboutissement, et de ses multiples conséquences, quoi de plus normal ?

Ce qui est moins normal, c'est que tout se passe comme si les seules forces organisées qui aient tenu compte de l'événement aient su transformer leurs analyses, leurs stratégies, leurs tactiques et leurs moyens, en fonction de ce que Mai a ouvert dans la société française, étaient le grand capital industriel et la police.

Car, du côté des forces socialistes, le spectacle reste affligeant. Les représentants du Parti Socialiste (nouveau ?) ont fait à Nancy liste commune avec ceux du C.N.P.F. C'est plus qu'un signe, c'est une confirmation. Le Parti Communiste Français vient d'adresser au peuple de France un appel où il oublie de mentionner la dureté croissante des luttes sociales et la répression qui s'aggrave contre les

militants ouvriers et paysans, contre les enseignants, les étudiants, les lycéens et aujourd'hui contre les soldats. Que l'espérance ouverte par le Mouvement de Mai et par les contradictions qu'il a accentuées au sein de la bourgeoisie française soit celle d'un renversement du capitalisme, le P.C.F. n'en fait point mention. Or, la seule question qui est posée par la crise sociale, culturelle et économique qui ronge le capitalisme français est celle de son remplacement par des structures socialistes. Cela aurait pu faire l'objet d'un très bel appel au peuple français.

Cependant, si ces deux deux partis qui conservent, à un degré très inégal d'ailleurs, des liens avec les travailleurs, n'ont pas plus à dire ou à proposer, cela non plus ne doit pas nous surprendre. Les fondateurs du P.S.U. en 1960 pensaient déjà qu'un outil neuf était nécessaire, qu'ils n'hésitaient pas, dès cette époque, à qualifier de révolutionnaire.

L'inquiétant, aujourd'hui, est que le mouvement révolutionnaire, dans son ensemble, n'a pas su assumer pleinement et traduire en termes politiques la grande espérance de mai 1968.

Que de jeunes lycéens, en pleine lucidité, se suicident par le feu pour affirmer leur refus de la société, cela montre qu'ils ont perdu jusqu'à l'espoir. Qu'en conclure, sinon d'abord que nous n'avons pas su le leur donner ?

Que des militants qui se parent du beau titre de révolutionnaires en soient réduits à se servir de déchets comme arme politique et à les lancer à la tête d'un homme qui demeure, tout doyen qu'il est, et même si ses choix ne sont pas les nôtres, un défenseur chaleureux de la dignité des hommes, cela dépasse le grotesque pour confiner au tragique. Car les résultats sont graves : on est pris de pitié non pas pour Ricœur, dont la stature est inattaquable à ce niveau, mais pour les militants dévoyés qui en arrivent là. Et plus gravement encore, de tels ac-

tes sont inacceptables pour la masse des étudiants et des enseignants, ils les rendent solidaires de l'institution universitaire et ils isolent le mouvement révolutionnaire, ce qui est exactement le contraire des objectifs politiques à poursuivre.

C'est aujourd'hui la responsabilité politique essentielle du P.S.U. et de ses militants que de savoir animer des luttes effectivement populaires, et de savoir les diriger contre le véritable adversaire, l'Etat ou le patronat, et non contre leur apparences.

C'est plus encore la responsabilité du P.S.U. et de ses militants que de redonner sa pleine dimension au projet révolutionnaire. Il faut pour cela que les luttes qui l'illustrent soient cohérentes entre elles, qu'elles soient claires pour les masses. La violence du capitalisme est présente tous les jours aux yeux des travailleurs : il n'est nul besoin d'en rajouter pour la décrire. Il est des violences verbales qui détournent les travailleurs de l'action de masse. Il est au contraire une manière calme et responsable de conduire la bataille qui renforce l'unité des travailleurs et les rend capables de dominer la violence oppressive du capitalisme.

Le plus difficile aujourd'hui n'est même pas là. Il est dans la puissance offensive du régime. Dans bien des secteurs de la vie sociale, le gouvernement a repris l'initiative. Cela ne veut pas dire qu'il pourra surmonter ses contradictions, bien au contraire cela ressemble de sa part à une fuite en avant. Mais cela veut tout de même dire que la lutte sera longue et difficile. Il y faut donc méthode et continuité, rigueur dans la stratégie.

Ce problème se pose à nous, par exemple, au sujet de la campagne sur l'armée. 400.000 jeunes par an passent 16 mois en pure perte ; coupés de leurs familles, de leurs métiers et de leurs engagements militants, ils se voient interdire les plus élémentaires

droits politiques ou syndicaux. L'objet de l'opération est de préparer une armée de répression sociale et un instrument de conditionnement de la jeunesse. Dénoncer ce scandale, lutter contre la répression, définir ce que pourrait être une véritable défense populaire, c'est un travail politique essentiel : nous en avons pour des années. Il n'est pas question de le mener de manière agitative ou dispersée, ni surtout de dégarnir pour cette campagne les fronts de lutte principaux que sont les entreprises ou l'Université.

Le projet révolutionnaire, c'est la volonté concrète de commencer en France, dans un avenir proche, la transition vers le socialisme, c'est-à-dire vers une société gérée par les travailleurs. Notre tâche est de donner corps à ce projet, de le préciser, et de l'illustrer par les refus comme par les luttes que nous menons pour le faire avancer. La dispersion des actions, le désespoir provocateur, l'émiettement du mouvement, tout cela ne sera surmonté que dans une espérance commune.

L'approfondissement de nos thèses et de la plate-forme de luttes en est la condition. C'est une des tâches importantes du parti dans les mois qui viennent. □

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

Les contradictions du P.C.F. et l'avenir du socialisme

Jean-Marie Vincent

On peut examiner le congrès du P.C.F. qui vient de se tenir à Nanterre sous deux angles, sous deux points de vue. Le premier est celui qui s'intéresse à l'aspect spectaculaire des assises communistes : la mise en scène toujours soigneusement préparée des interventions et des débats, au ballet des vétérans et des « vaillants » et à l'affrontement entre Roger Garaudy et le reste du congrès. En réalité, il n'est pas le plus important, si l'on veut s'interroger sur le fond des problèmes posés à la plus grande des organisations du mouvement ouvrier français. Il vaut donc mieux ne pas se laisser impressionner par les autofélicitations et les congratulations dont le P.C.F. n'est jamais avare, mais plutôt se consacrer à l'analyse des réponses que les instances communistes donnent aux questions nouvelles qui surgissent et aux difficultés qu'elles rencontrent. C'est finalement le seul point de vue qui peut être fécond dans une optique révolutionnaire.

La coexistence pacifique

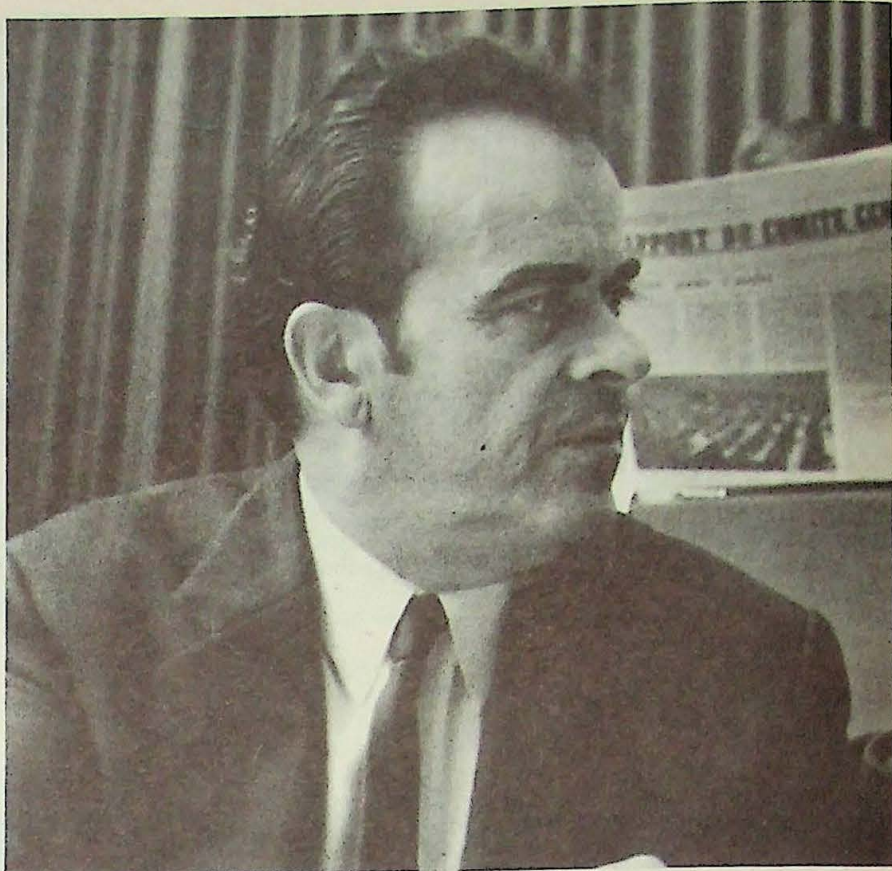
Le rapport de Georges Marchais s'est ouvert comme on pouvait s'y attendre par une référence au « camp socialiste ». Selon lui le « système socialiste » a l'initiative historique face à l'impérialisme et au capitalisme, et cette analyse justifie le maintien de liens étroits avec l'U.R.S.S. et le mouvement

communiste international tel qu'il est aujourd'hui. En d'autres termes le P.C.F. attend toujours, des succès hypothétiques du « camp » ou du « système » socialistes, une amélioration de ses propres positions, et, de ce fait, considère comme négatif tout ce qui lui paraît mettre en cause la solidité ou la cohésion apparentes de cet édifice. C'est dans cet esprit qu'il condamne toujours l'intervention du mois d'août 1968 en Tchécoslovaquie et accepte en même temps avec gêne la normalisation à la Brejnev-Husak. On peut ajouter qu'il y a certainement d'autres aspects de la politique des pays de l'Est que les dirigeants communistes réprouvent dans leur for intérieur, mais il est significatif qu'ils ne sachent que crier à la provocation quand Roger Garaudy incrimine dans son intervention le cynisme de l'Union soviétique et de la Pologne. L'« orthodoxie révolutionnaire » du camp doit en quelque sorte garantir l'orthodoxie révolutionnaire du parti français, même si cela entraîne à une curieuse gymnastique intellectuelle, à un jeu d'équilibriste assez périlleux. Le meilleur exemple en est donné par les développements de Georges Marchais entre la théorie de la convergence ou du rapprochement structurel progressif des deux blocs (monde occidental et monde oriental). Ils sont pertinents dans la mesure où il subsiste effec-

tivement des facteurs d'opposition et d'affrontement entre les grandes puissances impérialistes d'une part, l'U.R.S.S. et ses alliés d'autre part ; ils tombent à plat dans la mesure où la conception de la coexistence pacifique défendue par l'aile prosoviétique du mouvement communiste international défend le *statu quo* à l'échelle mondiale et admet que par les voies pacifiques et parlementaires les grands pays capitalistes seront peu à peu assimilés par le camp « socialiste ».

Révisionnisme et démocratie avancée

On retrouve des contradictions analogues lorsqu'on se penche sur la représentation que se fait le



Elle Kegan

P.C.F. de la lutte pour le socialisme en France. Les textes, les rapports réaffirment la fidélité au léninisme, le rejet de tout révisionnisme qui estomperait les dures nécessités de la lutte de classes. A propos de l'évolution de la classe ouvrière, George Marchais dit des choses justes et tout à fait parallèles à ce que dit le P.S.U. depuis plusieurs mois : le principal critère de définition du prolétariat ne tient pas dans la coupure entre travail manuel et travail intellectuel (même si cette coupure conserve une importance non négligeable), il se réfère à la production de plus-value dans le processus matériel de production des marchandises. Les choses se gâtent toutefois quand on passe aux perspectives politiques de la lutte de classes et à l'objectif stratégique : la conquête du pouvoir. Contre ceux qui nient la nécessité du bond qualitatif, du saut révolutionnaire, on rappelle les principes, mais on les perd très vite en cours de route, dans les sentiers de la démocratie avancée. Si nous en croyons Georges Marchais la démocratie avancée est une étape vers la démocratie socialiste, une phase anti-monopoliste qui n'implique pas la prise du pouvoir par la classe ouvrière, mais une collaboration gouvernementale étroite entre des forces ouvrières et démocratiques. En outre cette démocratie avancée aura la particularité de convaincre progressivement la majorité des Français qu'il est indispensable de construire le socialisme. Si tel est le cas, on ne voit plus à ce moment-là pourquoi il faudrait une prise révolutionnaire du pouvoir après la démocratie avancée. Donc, la conquête du pouvoir est une sorte de résidu idéologique qu'il faut conserver, mais qui n'a pas de signification pour la pratique politique réelle. Donc, on n'est pas très éloigné de la fameuse distinction de Léon Blum entre l'exercice du pouvoir (pour l'immédiat) et la prise du pouvoir (pour plus tard), qui, dans les faits, n'était chez lui que la justification d'un renoncement. Il est certain que, dans l'esprit et dans la pratique des dirigeants communistes, les choses ne sont pas si simples, mais on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a là une pente extrêmement dangereuse.

Le spectre du gauchisme et le fantôme du P.S.U.

La perspective de la démocratie avancée apparaît d'ailleurs singu-

lièrement illusoire à regarder de près les possibilités de sa mise en pratique. Le partenaire privilégié, le parti socialiste, ne paraît pas pressé de passer les accords nécessaires avec le P.C.F., mais au contraire, beaucoup plus préoccupé de s'appuyer sur le néo-radicalisme de Jean-Jacques Servan-Schreiber à en juger d'après sa dernière conférence nationale d'information. Il y aura, certes, une sorte de dialogue idéologique avec le P.C.F., et des rencontres successives entre sociaux-démocrates et communistes, mais on peut gager que Georges Marchais et ses camarades ne prennent pas cette maigre pitance pour un plat de résistance solide. Par contre, le congrès a été obligé de constater qu'un courant important du mouvement ouvrier se situait tout à fait en dehors de l'orientation vers la démocratie avancée, non pas à partir d'une critique de droite, mais à partir d'une critique de gauche. Certes, cette reconnaissance a pris plus la forme d'excommunications ou de condamnations que d'analyses sérieuses. Les prises de position du P.S.U. par exemple ont été largement caricaturées. Entre autres des expressions discutables de notre secrétaire national, précises et corrigées par la suite dans ces colonnes mêmes, sont devenues le paravent à la dénonciation d'un mélange de gauchisme et de réformisme technocratique, préparant (pourquoi pas !) la capitulation devant l'idéologie de la grande bourgeoisie.

Mais il faut le dire très calmement, nous ne nous effrayons pas tellement de ces attaques. Elles trouvent déjà pour une part leur antidote dans les propos de plusieurs délégués au congrès. Le P.S.U. y apparaît comme une force non négligeable à laquelle il faut faire des réponses dans de très nombreuses situations et sur laquelle il faut compter dans les affrontements. La dénonciation en termes inexacts ne pourra en réalité coexister longtemps avec les pratiques de collaboration communistes-P.S.U. sur le terrain. De même dans une période de lutte de classes aiguë, la recherche exclusive de la démocratie avancée deviendra de plus en plus difficile.

Il dépendra largement du P.S.U. et de sa capacité à surmonter ses propres insuffisances que de nouvelles perspectives s'ouvrent, y compris pour le P.C.F. □

Agip



Message au XIX^e Congrès du Parti Communiste Français

Votre congrès est un événement politique important pour tout le mouvement ouvrier français. Il est pour vous, militants du P.C.F., l'occasion de faire le bilan du passé le plus récent et de tracer les perspectives qui seront les vôtres au cours des prochains mois. Pour les autres secteurs du mouvement ouvrier, il doit être inévitablement l'objet de réflexions et d'interrogations, puisqu'il aura forcément de grandes répercussions sur leur activité future. D'une façon ou d'une autre, tous ceux qui en-

tendent lutter pour le socialisme dans notre pays sont concernés par vos débats.

C'est pourquoi, dans ce contexte et dans le prolongement de la correspondance que viennent d'échanger les directions de nos deux partis, nous avons pensé qu'il était bon de vous livrer quelques éléments de notre propre réflexion sur la situation présente afin que vous puissiez mieux juger de nos divergences et nos points d'accord.

La lutte de classes, une réalité bien vivante

Nous pensons qu'une nouvelle période s'est ouverte dans le monde capitaliste occidental depuis quelques années. L'hégémonie bourgeoise qui s'y était consolidée de façon notable après la grande crise consécutive à la dernière guerre mondiale se heurte maintenant à des difficultés croissantes. Les paravents idéologiques de la société du « bien-être » ou de la société de « consommation », les slogans sur la disparition de la lutte de classes sont mis en question par les luttes ouvrières, même dans des pays réputés pour leur stabilité. D'autres couches sociales découvrent par ailleurs le combat anticapitaliste. Pour ces raisons, il nous semble que le combat socialiste d'aujourd'hui ne peut se réduire à la défense de l'acquis ou à la recherche d'améliorations partielles toujours précaires. Il doit retrouver son caractère offensif, son orientation vers la conquête du pouvoir par les travailleurs.

La quête de l'unité exige une lutte idéologique intense

C'est dans cet esprit, croyons-nous, que doivent être posés les problèmes de l'unité, c'est-à-dire du rassemblement des forces ouvrières et des autres secteurs en lutte, qu'ils soient placés dans des conditions de vie et de travail de plus en plus proches de celles de la classe ouvrière (paysans intégrés, techniciens, cadres moyens) ou qu'ils se heurtent de plus en plus aux structures capitalistes (commerçants, étudiants). A notre sens, cela veut dire que l'orientation unitaire ne peut pas être définie par la juxtaposition de revendications disparates ou encore par la mise au point d'un programme qui ne déplairait à personne. Elle doit au contraire chercher à affirmer l'hégémonie de la classe ouvrière et dépasser les vues spontanées des couches non

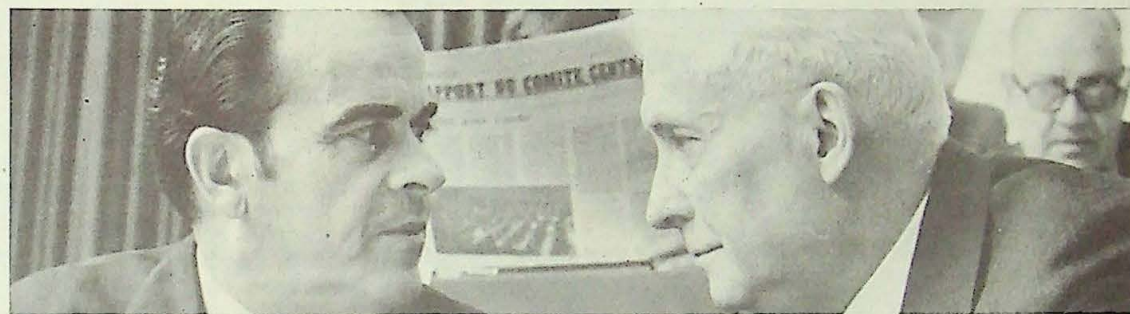
prolétariennes en ouvrant à celles-ci les perspectives d'un au-delà du capitalisme. De ce point de vue, la quête de l'unité n'exclut pas, elle exige bien plus une lutte idéologique intense autour des objectifs à promouvoir.

Après les grandes luttes du Front Populaire et de la Résistance

Aussi voudrions-nous vous présenter quelques observations sur les conditions concrètes de la lutte pour un rassem-

accord prioritaire avec elle. Nous ne nierons pas qu'il existe, dans le sein du Parti Socialiste, des éléments nombreux qui peuvent être partie prenante dans une lutte conséquente contre le régime : ce qui, bien entendu, justifie qu'on fasse à ce parti des propositions unitaires. Nous ne nierons pas non plus qu'il subsiste - au sein même de la classe ouvrière - des tendances réformistes, mais nous pensons que cinquante ans après le Congrès de Tours, après les grandes luttes que furent - malgré leurs limites - le Front

eux, nous ne partageons évidemment pas votre appréciation, tout au moins pour ce qui concerne la majorité des groupes en question. Mais même en l'admettant, il n'en resterait pas moins à se demander si des efforts ne devraient pas être entrepris pour gagner à une pratique unitaire de masse des étudiants et des travailleurs qui s'opposent réellement au capitalisme. A notre sens, il serait profondément néfaste d'accepter une coupure permanente et irrémédiable avec ces courants.



Elie Kagan

blement dans notre pays, ainsi que sur l'état de certaines forces politiques qui ont vocation à y participer. En premier lieu, nous ferons remarquer que la social-démocratie française se trouve depuis plusieurs années dans une situation de crise profonde. Ses liens avec la classe ouvrière et les travailleurs en général sont devenus de plus en plus lâches. De longues périodes de compromissions, de collaboration avec les forces de la réaction ont laissé des traces qu'on ne peut ignorer, sur son organisation (des municipalités aux conseils généraux); son activité militante n'a fait que décliner. En aucun cas, on ne peut considérer aujourd'hui que l'unité de la classe ouvrière passe par un

Populaire et la Résistance, elles sont beaucoup plus facilement surmontables dans le cadre d'une politique unitaire.

Nous sommes persuadés en outre que les mois de mai et juin 1968 ont révélé de nouvelles forces qu'il faut intégrer dans les actions unies et les rassemblements à réaliser. Nous savons que vous reprochez à ces groupements, à ces militants, de tomber dans les travers de l'aventurisme, de l'anticommunisme et du gauchisme.

Gagner des étudiants et des travailleurs à une pratique unitaire de masse

Sans nous identifier avec

Nous estimons enfin que l'évolution actuelle d'une partie du monde catholique vers des positions révolutionnaires doit être prise fort au sérieux, c'est-à-dire accueillie avec sympathie et intérêt par le mouvement ouvrier. Nous ne nous dissimulons pas qu'il y a dans les conceptions développées par ces milieux bien des imprécisions et des illusions (par exemple des tentations populistes ou des idées trop simples sur l'engagement politique). Néanmoins, nous sommes convaincus que leur critique de la nature et du rôle de l'appareil ecclésiastique les conduira de plus en plus à rejoindre les préoccupations des secteurs les plus avancés du mouvement ouvrier.

VIENT DE PARAITRE

Introduction aux 17 Thèses du 6^e Congrès National du P.S.U.

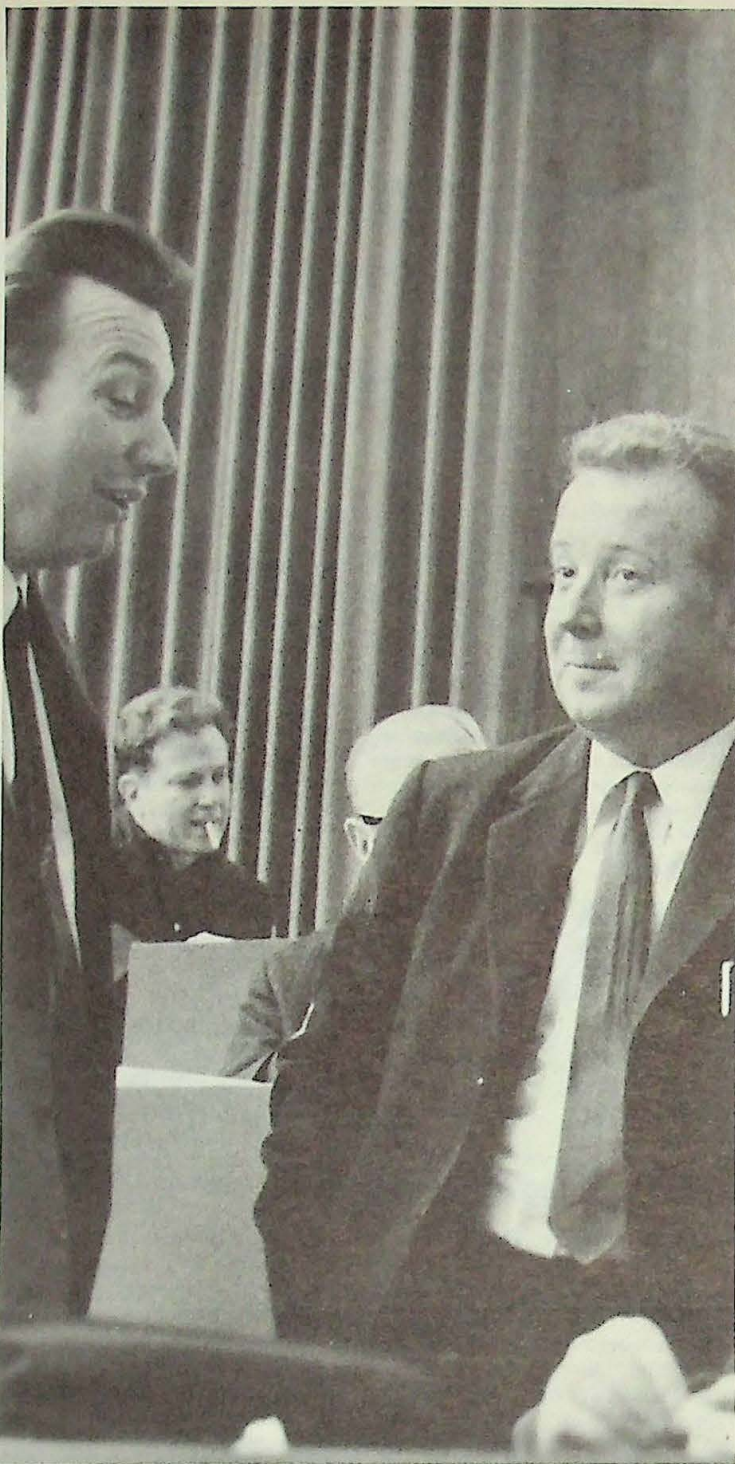
L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum - 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE - Librairie Tribune Socialiste,
54, bd Garibaldi - PARIS (15^e)

C.C.P. 58 26 65 Paris





Elie Kagan

Engager sans préalables toutes les confrontations nécessaires et utiles

Sur tous ces points, nous sommes prêts à engager avec vous et sans préalable toutes les confrontations que vous estimerez nécessaires et utiles, notamment à l'occasion de la prochaine rencontre de nos deux directions. De telles confrontations nous paraissent de très loin préférables à des controverses purement doctrinales. Nous croyons cependant qu'elles ne prendront tout leur sens positif que si elles sont complétées par des discussions sur les luttes ouvrières, paysannes et étudiantes d'aujourd'hui, sur la façon de surmonter leur cloisonnement, sur les conditions de leur coordination en vue de reprendre l'offensive contre le régime et sa politique.

Nous croyons que c'est là qu'il faille chercher l'apport décisif à une politique unitaire de combat. Il est clair en effet que l'unité, si on ne la veut pas

seulement circonstancielle, ne se construit pas uniquement par des conversations d'états-majors. Elle se construit également et surtout dans l'action, c'est-à-dire dans la lutte de masse. La progression de la combativité depuis le grand mouvement de mai 68 met effectivement à l'ordre du jour l'intensification de la lutte contre le gouvernement et ses contrats de progrès, de la lutte contre la répression dans l'université et dans l'armée, de la lutte contre l'impérialisme et toutes ses manifestations (du pacte atlantique à la discrimination contre les étrangers) et de la lutte pour l'extension maximale des possibilités d'intervention autonome des travailleurs dans le domaine de l'organisation du travail et de la production. Sur ce dernier point, nous pensons que la perspective du contrôle ouvrier, popularisée en son temps par Lénine et défendue aujourd'hui par de nombreux militants pourrait, au-delà de la diversité des situations vécues par les travailleurs, avoir un effet unificateur.

Nous n'ignorons pas, bien sûr, que cela pose bien des problèmes de stratégie et de tactique, entre autres celui de la délimitation par rapport à la participation et à la co-gestion, celui des affrontements inévitables avec l'Etat bourgeois. Mais n'est-il pas temps justement d'en discuter pour faire avancer l'action, pour favoriser une prise de conscience politique générale.

Telles sont les quelques idées que nous tenions à vous exposer et à verser au débat général du mouvement ouvrier au moment de votre XIX^e congrès.

• Les intertitres sont de la rédaction.



Elie Kagan

Pour mieux comprendre le XIX^e Congrès

Jean-Yves Romo

« L'attitude d'un parti politique envers ses fautes est un des critères les plus importants et les plus sérieux de son aptitude à s'acquiescer des devoirs envers sa classe et les masses ». Pour André Barjonet, les dirigeants du P.C.F. n'ont pas appliqué cette règle formulée par Lénine.

Ancien militant communiste lui-même, il s'attache, dans un livre paru à la veille du XIX^e congrès (1), à une étude claire et lucide des grandes options du P.C.F., de son organisation, et de son attitude face au monde moderne. Tout au long de son ouvrage, il entend éclairer ses analyses et ses jugements politiques des principes essentiels du marxisme.

En ce qui concerne les grandes options du P.C.F., A. Barjonet fait un impitoyable bilan de toutes les déviations théoriques du P.C.F. (depuis 1934 essentiellement). Il démontre d'abord l'abandon par le P.C.F., dans son action et dans ses analyses de la phrase du « Manifeste du parti communiste » : « Les ouvriers n'ont pas de patrie », « Le passage de l'internationalisme authentique au patriotisme français a été rendu possible par l'étape intermédiaire soviétique. » Le passage de la défense de la patrie soviétique à une identification du P.C.F. avec « l'indépendance nationale » a conduit le P.C.F. « sur le chemin d'une sorte de réformisme progressiste de plus en plus éloigné de l'idéal et des principes révolutionnaires ». Ce jugement prend sa signification à travers des citations de Thorez et, plus récemment, de Waldeck Rochet (rendre le drapeau tricolore à la classe ouvrière). Barjonet rappelle ensuite les principes fondamentaux du marxisme et démontre que le P.C.F. a toujours

eu tendance à en donner une vision mécaniste. Il entreprend ensuite une confrontation des enseignements de Marx et de Lénine sur la démocratie, le socialisme et la « dictature du prolétariat » avec l'action et les principaux écrits du P.C.F.

• La démocratie signifie « le pouvoir du peuple » et l'Etat, instrument historiquement défini de répression et d'exploitation au service du capitalisme, ne saurait l'assurer. Au nom de ce postulat, Barjonet pose au P.C.F. la question suivante : « Comment peut-on envisager un régime dit de « démocratie avancée » caractérisé par des luttes de masses contre les monopoles encore existants ? Ce régime caractérisé par « la domination des monopoles » sur le plan économique, et par « l'existence d'un véritable Parlement démocratique » sur le plan politique est-il viable ? Non, répond Barjonet, qui remarque que cette thèse du P.C.F. implique l'existence d'une société caractérisée par la contradiction radicale entre la base économique et la superstructure politique, juridique et administrative. « Les conceptions actuelles du P.C.F. sur la démocratie, c'est trop peu dire qu'elles sont éloignées de celles de Marx ou de Lénine. Elles sont, dans la lettre comme dans l'esprit, fondamentalement antimarxistes et antiléninistes », conclut Barjonet.

• Poursuivant l'analyse des options du P.C.F., particulièrement à travers le Manifeste de Champigny, il insiste sur la force considérable exercée par le modèle russe dans tous les textes du P.C.F. consacrés au socialisme. De nombreuses citations de Marx confrontées à la pauvreté du livre de Waldeck-Rochet (« L'Avenir du P.C.F. ») ou du Manifeste de

Champigny prêteraient à rire si cela ne signifiait l'abandon par le P.C.F. de tout ce que le socialisme a de révolutionnaire.

• Ni le Manifeste de Champigny ni le dernier congrès ne résistent à l'examen critique quand il s'agit de la « dictature du prolétariat » et « des voies de passage au socialisme ». L'utilisation à toutes les sauces du mot « peuple », « majorité » traduit, pour Barjonet, cette évolution du P.C.F. vers le choix électoraliste si « brillamment » révélé en Mai 1968. Cette présentation des grandes options du P.C.F. se termine ainsi : « En dehors de formules souvent creuses, parfois équivoques et toujours approximatives, le Manifeste de Champigny n'enrichit guère la pensée théorique du mouvement communiste. »

Après avoir présenté l'organisation et la presse du P.C.F., André Barjonet montre pourquoi ce parti avait été dépassé par le mouvement de mai 68, et fait le procès, en apportant quelques précisions inédites, de la « ligne Waldeck Rochet ». Peut-être y a-t-il là un éclairage nouveau qui est le plus grand mérite de cet ouvrage, celui d'un militant déçu qui connaissait bien sa maison. A lire pour mieux comprendre le déroulement des travaux du XIX^e congrès.

(1) « Le Parti Communiste Français », A. Barjonet, Ed. John Didier.

PETITE ANNONCE

Ne rech. des personnes pouv. Ne aider pr la diffusion de nos imprimés publicitaires. Ne vendons par correspondance des produits très nouveaux intéressants les bricoleurs. Il faut disposer de 5 h minimum semaine, être organisé, sérieux et écrire correctement. Travail indépendant, facile. Rapport mensuel très intéressant variant selon temps disponible et activité. Candidature à : T.D.B. 84 - 21, rue Brey - PARIS 17^e.

Une avancée du courant socialiste

François Borella



Le résultat de l'élection municipale de Nancy du 8 février confirme l'implantation du courant socialiste qui s'était déjà manifestée en juin dernier. La liste présentée par le P.S.U. passe de 10,60 % à 13,33 %, devançant le parti communiste qui passe de 10,70 % à 10,91 %. Certes, le nombre des abstentions qui reste d'environ 55 % montre la lassitude d'un corps électoral désorienté par la trahison du parti socialiste allié avec le C.N.P.F. et le grand patronat lorrain, par la présence d'une liste dite apolitique et l'abus des slogans magiques (« Nancy-Capitale » « Nancy-Métropole »).

L'intérêt d'un tel résultat apparaît à différents points de vue :

- L'implantation du P.S.U. dans les quartiers populaires s'affirme lorsque l'on fait l'analyse détaillée du scrutin. Dans le quartier du Haut-du-Lièvre (grand ensemble de 14.000 habitants) le P.S.U. arrive deuxième avec 23 % des voix. Il progresse dans les quartiers po-

pulaires anciens (quartier du Canal) de 9 % à 14 %.

- La présence d'une liste apolitique rassemblant des militants d'organisations sociale et familiale et des représentants des petites et moyennes entreprises n'a pas réussi à entamer l'audience du P.S.U. dans les couches de jeunes cadres et techniciens.

- La percée du courant socialiste s'est faite sur des mots d'ordre durs et sans équivoque. Les thèmes de campagne attaquaient la spéculation foncière favorisée par les municipalités sortantes, l'incapacité et l'incroyable timidité des prétendus responsables de la ville qui se répartissaient sur les trois listes de droite. Ils demandaient l'instauration de pratiques démocratiques à tous les niveaux de la gestion et de la vie municipale.

- La campagne électorale du P.S.U. s'est déroulée d'une manière qui excluait les méthodes traditionnelles. Les militants du courant socialiste ont distribué, au

porte-à-porte, les 30.000 exemplaires du journal électoral et à cette occasion ont ouvert la discussion avec les habitants. Une grande réunion centrale avec Michel Rocard a fait salle comble (3.000 personnes) alors que M. Ballanger du P.C.F., rassemblait 250 personnes et M. Capitant environ autant.

Dans les quartiers les candidats ont réuni chez eux des amis et des voisins pour discuter avec eux des thèmes de la campagne.

Au second tour la liste menée par François Borella maintient sa présence et bénéficie du désistement de la liste présentée par le P.C.F. Le choix des électeurs est maintenant clair, c'est un choix sur la politique municipale qui est aussi un aspect d'une politique nationale. Nous restons la seule équipe nouvelle en face des représentants du gouvernement et des intérêts privés.

Ouvert de 9 à 19 h
Samedi de 9 à 13 h

54, bd Garibaldi, Paris 15^e
C.C.P. 58.26.65

librairie tribune socialiste

EDITIONS OUVRIERES

- INITIATION A LA VIE DES ENTREPRISES, L. Scherrer 22,00
- VILLES ET CITOYENS, L. Chenot et R. Beaunez 16,00
- LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ENJEU DE LA LUTTE SOCIALE, J.-L. Bodiguel 26,00
- LES MECANISMES DU SOUS-DEVELOPPEMENT 21,30

EDITIONS DU SEUIL

- HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES, François Fejto - Deux volumes Tome I 30,00
Tome II 36,00
- POUR LA LIBERATION DU BRESIL, Carlos Marighela 12,00
- LE CONGRES CLANDESTIN 25,00
- LA FILIERE, Periclès Koravessis 12,00
- LE LIVRE NOIR DE LA DICTATURE EN GRECE, Athènes-Presses-Libre 15,00
- LES ANARCHISTES ESPAGNOLS ET LE POUVOIR, Cesar M. Lorenzo 29,00

E.D.I.

- PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS, S. Bricianer. 19,20
- LA CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE, A. Léon 16,20
- VERS DE NOUVELLES LUTTES OUVRIERES, R. Chevallier. 4,00
- LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN 12,50
- LA GUERRE ET LA REVOLUTION — LES GUERRES D'ASIE, P. Naville 18,50
- LE SOCIALISME FRANÇAIS ET LE POUVOIR, M. Perrot et A. Kriegel 11,50
- LENINE, G.Lukacs 5,90

EDITIONS F. MASPERO

- LES SOCIALISTES AVANT MARX, Gian Mario Bravo, (trois volumes), chaque volume 6,15
- LE PILLAGE DU TIERS MONDE, P. Jalée 6,15
- HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN, W. Abendroth 6,15

Répression et militarisme

Pierre Gautier



A.F.P.

Le verdict de Rennes qui a frappé durement les jeunes soldats Devaux, Trouilleux et Alain Hervé n'a rien de particulièrement surprenant. Il est le produit logique d'un système répressif qui prétend former des hommes, mais en réalité tend à former des subordonnés, des sujets qui rampent devant les supérieurs et sont prêts à piétiner ceux qui se trouvent en dessous d'eux. La caserne, avec sa discipline mécanique, son drill sans objet particulier, est le complément indispensable de l'usine capitaliste, le creuset où au sortir de l'adolescence les jeunes doivent être transformés en matière exploitable par le capital. Aujourd'hui, il est vrai, on ne traite plus les soldats comme à l'époque de Frédéric II ; les châtiments corporels ont été abolis, les chefs n'ont plus le droit de vie et de mort sur leurs hommes. Mais qui peut affirmer sans crainte d'être démenti que les brimades ont disparu ou que la structure hiérarchique est

moins rigide ? Le sentiment de révolte devant la situation d'impuissance et de dégradation imposée aux jeunes qu'exprimait au début de ce siècle le démocrate-chrétien Marc Sangnier reste monnaie courante de nos jours.

Briser le silence

C'est pourquoi le verdict de Rennes ne peut en aucun cas signifier la fin de la campagne contre la répression dans l'armée (1). D'abord Devaux, Trouilleux et Hervé sont toujours en prison, il s'agit d'exiger leur libération et de défendre en même temps tous ceux — ils sont nombreux — qui sont soumis en ce moment à la répression au sein de l'armée. Il s'agit en second lieu de lutter pour la reconnaissance dans l'armée des droits les plus élémentaires à la liberté d'expression (lecture et diffusion des journaux, droit de

réunion, libertés syndicales, suppression des tribunaux militaires), indispensables pour que la masse des soldats ait la possibilité de réagir contre les moyens de conditionnement mis en œuvre contre elle. Par elle-même la mobilisation de larges secteurs de l'opinion autour de ces thèmes peut briser l'isolement des appelés et leur donner peu à peu l'impression qu'ils ne sont pas totalement impuissants devant la lourde machine qui les opprime.

La campagne déclenchée par le comité contre la répression dans l'armée doit donc être amplifiée dans les jours et les semaines qui viennent. Elle a déjà porté ses premiers fruits en forçant le mur de silence qui a presque toujours entouré la « grande muette ». Après la déposition de Michel Rocard devant les juges militaires de Rennes, M. Alexandre Sanguinetti, président de la commission de la Défense nationale, s'est ému et s'est hâté de déclarer que « le rôle de la commission de la Défense nationale est de contribuer à protéger le moral des forces armées, et non de s'associer aux activités ou déclarations qui lui portent atteinte. » On est par conséquent sur la bonne voie.

Mais pour affronter le problème dans toutes ses dimensions, on ne peut en rester à la seule dénonciation de la répression ; il faut aussi éclairer le pourquoi de cette répression, ses raisons profondes, c'est-à-dire mettre en lumière le rôle et les fonctions de l'armée dans le cadre du capitalisme français. Aussi, pour sa part, le P.S.U. prolongera-t-il la campagne engagée par des explications politiques sur le militarisme et la signification de l'armée dans le système étatique de la bourgeoisie.

La mission de l'armée

L'armée française a une fonction apparente, celle de défendre le sol national contre toute incursion étrangère, mais derrière celle-ci se cachent toute une série de fonctions essentielles à la conservation de l'ordre social existant. Il y a en premier lieu la fonction de défense des intérêts impérialistes français, particulièrement en Afrique, contre la révolte des peuples anciennement colonisés. L'intervention actuelle au Tchad, venant après l'expédition du Gabon et l'aide « technique » apportée aux forces armées d'un Senghor ou d'un Houphouët-Boigny, montre assez que même en temps de

« paix » les officiers et les soldats doivent assumer ce genre de tâches. De pareilles besognes ont en outre l'avantage d'habituer l'armée de métier aux opérations de « pacification » et de police, ce qui peut se révéler utile en cas de difficultés intérieures en France. Cela nous permet d'ailleurs de toucher du doigt une deuxième fonction importante de l'armée telle que la veut la bourgeoisie, celle qui consiste à sélectionner à travers la carrière militaire les officiers, les sous-officiers, dignes d'accéder au monopole des moyens de la violence et aptes à assumer la tâche d'encadrement de ceux qui ont à porter les armes, mais n'ont pas à en déterminer l'utilisation (les soldats des classes populaires). Ce processus ne va pas toujours sans difficultés, surtout lorsque les exigences de la situation, telles que les comprend la bourgeoisie, vont à l'encontre de l'« honneur et du prestige » de l'armée (voir les conflits lors de la guerre d'Algérie). Cela nécessite des réajustements incessants, des redéfinitions périodiques de la « mission » confiée à l'armée, c'est-à-dire la production et la reproduction d'idéologies qui, au nom de l'intérêt national, visent à justifier devant la population et les militaires eux-mêmes les buts particuliers qui sont assignés à l'armée. Cette fonction idéologique trouve son expression aussi bien dans les publications des différents instituts rattachés à l'armée que dans les représentations plus populaires qu'on cherche à donner du métier militaire dans la propagande de masse (affiches, etc.), dans les défilés, les films télévisés du type des « Chevaliers du ciel ». Enfin, il faut signaler que l'armée joue un rôle essentiel dans la production des moyens de la violence ainsi que dans leur commercialisation au service de la diplomatie de l'Etat capitaliste.

Toutes ces fonctions achevées renvoient en définitive à une caractéristique essentielle de l'armée actuelle, sa nature d'armée au service d'une minorité, séparée des classes exploitées et opposées à elles en tant que force spéciale de répression. De ce fait, le problème que l'on doit poser dès maintenant, puisque le pouvoir lui-même se sent obligé de discuter du service militaire, c'est le problème d'une armée du peuple, d'une armée qui soit le peuple en armes.

(1) Rappelons que le comité contre la répression a besoin d'argent. C.C.P. Mlle CUKIER, 22.41.595, en mentionnant « soldats ».

- contre la hausse des tarifs
- pour une politique des transports

grand meeting

vendredi 20 janvier
20 h 30, mutualité

organisé par le P.S.U.
et Lutte Ouvrière



PRÉSENCE AFRICAINE

Les ANTILLES DÉCOLONISÉES

DANIEL GUERIN
(Préface d'Aimé Césaire)
12 F

Le CINÉMA et l'AFRIQUE

PAULIN VIEYRA
25 F

Le MANDAT
SEMBENE OUSMANE
5,85 F

Librairie Présence Africaine
25 bis, rue des Ecoles
Paris 5^e

Le scandale des

Michel Carnay

Près des deux tiers des personnes actives habitant la région parisienne transitent hors de leur quartier ou de leur commune de résidence. Ces déplacements prennent en moyenne plus de deux heures par jour à ceux qui doivent emprunter un mode de transport pour se rendre de leur domicile à leur lieu de travail. On estime que les heures dépensées chaque jour en transport correspondent au nombre total des heures de travail effectuées par l'ensemble des ouvriers et des employés de la région Rhône-Alpes, Lyon et Saint-Etienne compris. Et les distances à parcourir ne cessent de s'accroître dans la mesure où l'emploi se concentre à Paris et dans la banlieue tandis que l'habitat se disperse dans une région urbaine toujours élargie. La tendance à la concentration des entreprises, et particulièrement des services n'a été que ralentie par la tentation de réglementation des implantations parisiennes, tandis que les travailleurs doivent progressivement quitter les anciens quartiers populaires de la capitale et des communes voisines pour émigrer en banlieue au hasard des programmes de construction.

Si même on admettait cette évolution comme naturelle et fatale, il serait indispensable de donner priorité à l'infrastructure, de s'assurer que les moyens de transports s'adaptent à l'évolution de l'habitat et qu'ils permettent aux travailleurs toujours plus éloignés et dispersés d'atteindre leurs entreprises dans les meilleures conditions. Or, cette adaptation est à peine amorcée, si l'on considère quelques opérations à but publicitaire, partout ailleurs le service se dégrade. Le réseau de banlieue et le métropolitain n'ont pas changé depuis le début du siècle. La capacité de transport n'a été augmentée que par la modification des règlements, les autobus parisiens se déplacent sensiblement à la même vitesse que l'ancien omnibus à chevaux Madeleine-Bastille. Faute de liaisons transversales, les habitants de la banlieue ne peuvent généralement atteindre qu'une seule gare parisienne et chaque ligne devient un entonnoir débouchant sur une gare terminus qui, dès l'origine, n'a pas été reliée aux deux seules rocade du métro, les lignes 2 et 6. Dans ce contexte de désorganisation permanente, il serait illusoire d'attendre de meilleurs services des cars privés en ce qui concerne le respect des horaires, l'étude des itinéraires et les conditions de confort.

Mais il y a plus grave encore, la R.A.T.P. et la S.N.C.F. sont lourdement déficitaires, c'est-à-dire que, abstraction faite de toutes les contraintes qui pèsent sur elles, leurs recettes ne couvrent pas la totalité de leurs dépenses. Dès lors, le retour à une saine gestion telle que définie par le rapport Nora exige le rééquilibre par augmentation des recettes et réduction des dépenses. Dans la mesure où le volume du trafic est strictement limité par la stagnation des équipements en service, l'accroissement des recettes ne peut parvenir que de la hausse des tarifs à condition toutefois que cette hausse soit assez forte pour compenser la perte de clientèle qu'elle risque de provoquer, elle parviendra également un jour à la suppression des cartes de réduction et des abonnements. En ce qui concerne la compression des coûts d'exploitation, elle peut être réalisée en partie par de véritables gains

de productivité à service constant mais, la réduction du personnel devra également être recherchée par l'abaissement des normes de sécurité, la suppression des parcours les moins fréquentés et des issues annexes du métro, l'augmentation du nombre des personnes transportées par un même véhicule (80 % des places offertes dans les premiers autobus étaient assises, ce pourcentage est tombé à 30 % dans les autobus de banlieue, de même, la capacité des plus anciens wagons de métro est passée de 86 à 119 personnes).

Imprévoyance des pouvoirs publics ? Mauvaise gestion de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. ? Il ne suffit pas de dénoncer les carences : le problème des transports urbains illustre la transposition au niveau d'une métropole, de son cadre de vie, des mécanismes fondamentaux du capitalisme.

Bien sûr, la R.A.T.P. a participé à l'incurie générale, mais son déficit, pour l'essentiel, est déterminé par le fait qu'elle n'est maîtresse ni de ses tarifs ni de ses investissements dans une région dont l'évolution est rapide et anarchique. Totalement soumise à un environnement auquel elle ne peut pas s'adapter, elle use des pires palliatifs pour réduire ses pertes d'exploitation et assume à elle seule le poids que fait peser le capitalisme sur tout un pan du mode de vie parisien. La S.N.C.F., quant à elle, va plus loin encore en refusant d'énormes trafics potentiels faute de crédits suffisants pour construire des gares le long des lignes existantes.

Mais il ne faut pas confondre l'équilibre du compte d'exploitation d'une entreprise et sa rentabilité sociale : le rôle premier des transports urbains est de fournir la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises de la région parisienne. En ce domaine, les transports collectifs n'ont pas d'équivalent, qu'il s'agisse de prix effectivement payés ou de coûts à la charge de la collectivité. Les chefs d'entreprises le savent bien, qui devraient payer deux fois plus cher le ramassage de leur personnel, et les collectivités locales qui calculent qu'il faudrait 50 autoroutes à deux fois quatre voies aboutissant au boulevard périphérique pour que les banlieusards travaillant à Paris puissent s'y rendre en voiture, sans compter une ceinture de 500 mètres de large pour qu'ils puissent stationner. Lorsque les six autoroutes radiales prévues pour l'an 2000 seront réalisées, un banlieusard sur cinq seulement pourra se rendre en voiture à son lieu de travail.

Quel que soit l'intérêt des entreprises productrices, l'Etat bourgeois est écartelé entre les risques d'une explosion sociale et les exigences des groupes de pression qui constituent sa base sociologique. Il proclame la priorité aux transports en commun et consacre des sommes énormes à l'aménagement de la voirie urbaine. Il élabore un schéma directeur à long terme et capitule chaque jour devant les réalisations anarchiques des promoteurs. Il prône la décentralisation de l'industrie en province et autorise à Paris, la construction de gigantesques centres administratifs. Il entérine toutes les volontés de la petite, de la moyenne et de la grande bourgeoisie et lance, sous forme de testament, les cris d'alarme

transports en commun

de ses technocrates : « Il faudra un jour se résigner à une taxe de nature fiscale pesant sur les entreprises de la région parisienne qui bénéficient de l'immense marché parisien du travail, lequel n'existe que par le réseau de transports en commun ». Il veut l'intégration des syndicats et n'hésite pas à déclarer que « la planification nécessaire des transports collectifs dans le cadre de l'aménagement urbain a des limites. En raison du développement des loisirs et des modifications du mode de vie, l'on ne peut privilégier la liaison emploi-résidence ».

Par le jeu même de ces contradictions, il aboutit à la désorganisation simultanée des transports collectifs et des transports individuels tranchant trop brutalement avec la prospérité insolente des spéculateurs et des entrepreneurs. Et il en est réduit à prendre le risque extrême de faire peser le coût entier de l'anarchie sur les seuls travailleurs provoquant ainsi une avancée irréversible de leur conscience de classe. Car le calcul est facile : deux heures de transport par jour, cela fait 10 heures par semaine, une semaine de 40 heures par mois. Une semaine perdue au seul profit des capitalistes. Une semaine que l'on doit payer de plus en plus cher au gré de l'augmentation des tarifs. Or, il faut souvent une heure et demie de travail effectif pour acheter un carnet de métro.

Il est illusoire de croire que l'on puisse réaliser en régime capitaliste une véritable coordination de l'habitat et de l'emploi non plus qu'une véritable coordination des transports en commun. Mais l'expérience enseigne que le refus de la masse des usagers peut faire échec à une tentative de hausse des services publics et que, spontanément, ce thème défensif conduit à l'exigence plus précise d'un tarif unique, indépendant de la distance parcourue entre le domicile et l'entreprise. Dès maintenant les groupes qui se forment dans les métros ou dans les gares lors de nos interventions évoquent la gratuité des transports parisiens et même l'intégration du temps de transport au temps de travail.

Des augmentations continuelles

Comme cadeau de nouvel an, le carnet de métro-autobus passe de 6 à 7 F et on annonce déjà qu'il passera à 8 F en juillet prochain. Ainsi, en moins de 3 ans, le prix du carnet, qui était de 3,70 F en 1967, aura plus que doublé, presque triplé.

L'augmentation du coût pour l'autobus est encore pire, en raison du nouveau découpage des sections depuis 1968.

Les tarifs des trains vont augmenter également, et cette augmentation va s'ajouter à l'instauration, depuis 1968, de la prise en charge, qui a accru considérablement, parfois doublé, le prix des parcours de banlieue.

Une dégradation non moins continue du service rendu

Quelles ont donc été les compensations pour l'usager appelé à régler ces hausses qui dépassent de loin la hausse moyenne des prix et d'encore plus loin celle des salaires, à ces hausses que l'on justifie par la nécessité d'améliorer les transports ?

AUCUNE. Loin de s'améliorer, les conditions de confort, de rapidité, de régularité se détériorent.

A toutes ces raisons, déjà bien suffisantes, s'ajoute l'éloignement de plus en plus grand du lieu du domicile, de celui du travail : la construction actuelle, ayant comme seule loi le profit, personne ne se préoccupe d'associer logement et emploi nouveau.

Aujourd'hui, chaque travailleur perd ainsi, tous les jours, entre une et trois heures — non payées évidemment — pour aller et revenir de son travail.

Un matériel archaïque, des lignes et du personnel supprimés

Les pouvoirs publics savent nous faire payer mais ne nous donnent rien en échange.

— Le matériel du métro est de plus en plus vétuste, de même celui des autobus.

— Aucune ligne nouvelle de métro n'a été construite depuis 30 ans à l'exception d'une petite portion du réseau express régional.

— Des lignes de bus sont supprimées, du personnel également sous prétexte de rentabilité.

Une conséquence : les embouteillages et la pollution atmosphérique

Cette situation scandaleuse des transports en commun a pour conséquence une utilisation croissante de la voiture individuelle pour aller travailler. Mais le confort relatif d'une automobile se paye cher en temps gaspillé dans les embouteillages et en air pollué au détriment de la santé de tous.

Le pouvoir se déclare favorable au transport en commun ; ces pétitions de principe ne sont qu'un alibi pour faire avaler la couleuvre du stationnement payant qui n'est qu'un moyen d'accor-

der un sursis de quelques années aux privilégiés qui pourront payer une taxe pour circuler dans Paris et qui condamne les autres, c'est-à-dire les plus modestes, à se contenter des transports en commun.

Les solutions existent

— Pour commencer, il faudrait augmenter considérablement le parc et les lignes d'autobus, ce qui permettrait de voyager confortablement et, sans doute, plus vite.

— Ensuite, il faudrait créer 20 à 30 lignes semblables au réseau express régional rayonnant autour de Paris et reliant les différentes banlieues entre elles en évitant le centre.

CE SONT LA DES MESURES POSSIBLES IMMEDIATEMENT, SANS AUCUN OBSTACLE TECHNIQUE.

Tout cela demanderait de l'argent, mais où passe celui qui nous a été extorqué par les augmentations successives ?

Les patrons doivent payer

Par les hausses répétées des tarifs, le pouvoir déclare vouloir supprimer le déficit de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. Mais ce n'est pas aux usagers de le combler, parce que, en dernier ressort, les transports parisiens profitent aux entreprises qui se procurent ainsi, aisément, la main-d'œuvre nécessaire à leur fonctionnement.

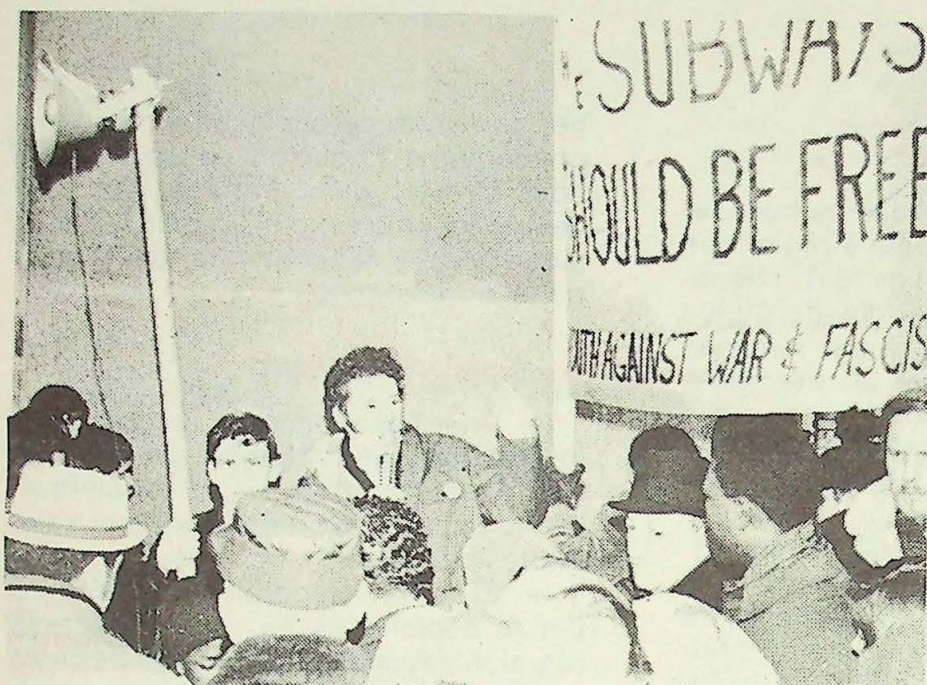
Pour les travailleurs, les transports en commun devraient être gratuits

De tout cela, bien sûr, la grande majorité d'entre nous est consciente. Mais il ne suffit pas d'exhaler de temps à autre notre mécontentement lorsqu'un incident fait déborder la coupe, d'en faire retomber la faute sur les employés de la R.A.T.P. ou de la S.N.C.F. Ils ne sont pas plus responsables que les usagers de la carence des autorités. Ils subissent, comme nous, dans l'aggravation de leurs conditions de travail, les effets d'une politique toute orientée vers le profit.

Notre mécontentement, pour être efficace, ne doit pas rester diffus. Il doit se manifester publiquement et s'organiser.

A New-York aussi (Janvier 1970)

Le métro au peuple!



Contre les exploiters des transports!



Les augmentations sont illégales... Refusez-les!

VIENT DE
PARAITRE

ANDRÉ BARJONET

**LE PARTI
COMMUNISTE
FRANÇAIS**

236 pages

Prix de souscription 15 F
Prix public 16,50 F

Membre des Jeunesses Communistes dès 1939, résistant de la première heure. Membre du P.C.F. depuis 1944, collaborateur de Roger Garaudy à l'Encyclopédie de la renaissance française, puis au Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, un des premiers fondateurs d'« Economie et Politique ».

André Barjonet démissionna du P.C.F. en 1968 en même temps qu'il résiliait ses fonctions de Secrétaire au Centre d'Etudes Economiques et Sociales de la C.G.T. et qu'il adhéra au PARTI SOCIALISTE UNIFIE.

A la table des matières

1^{re} partie

- I. — Le PCF, la nation et la patrie.
- II. — Quel marxisme ?
- III. — Le PCF et la « démocratie ».
- IV. — Le PCF et le socialisme.
- V. — La dictature du prolétariat et les voies de passage au socialisme.

2^e partie

- I. — Le « centralisme démocratique ».
- II. — Les organisations annexes ou influencées.
- III. — La presse communiste et l'éducation.

3^e partie

- I. — Le PCF et les intellectuels.
- II. — Les communistes, le langage et la morale.
- III. — Les problèmes de la jeunesse.
- IV. — Le PCF et les questions internationales.
- V. — Les événements récents et l'échec de Waldeck-Rochet.

Bon de commande

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 58 26 65
Veuillez expédier, franco de port, dès parution du livre « Le Parti Communiste Français » à l'adresse ci-dessous :

..... ex. du livre

Ci-joint un chèque de

M

Adresse

Qui a tué l'ouvrier Abichou?

Cette entreprise, qui distribue du vin, et de l'eau minérale (Volvic) et du charbon, emploie des camionneurs, du personnel administratif, et surtout des manutentionnaires, c'est-à-dire la majorité des travailleurs immigrés.

Le samedi 3 janvier, Tahar Abichou, vers 14 h 30, déplace avec une équipe de travailleurs, une lourde machine électrique et brusquement, après avoir branché le courant, s'écroule et reste inanimé. Ce n'est que vers 17 h 30 que ce travailleur a été transporté à l'hôpital où il meurt le lendemain vers 3 h.

Que s'est-il passé pendant ces 3 heures ? Pourquoi l'enquête de l'inspection du tra-

vail n'aboutit pas, et reste secrète ? Qui est responsable de cet accident du travail ?

C'est pour protester contre ce silence et pour dénoncer le patronat de Sellier-Leblanc que le comité d'Action de Banlieue-Sud et la section P.S.U. de Bourg-la-Reine ont alerté la population et les travailleurs de cette entreprise.

Jeudi 29 janvier, une manifestation a eu lieu devant Sellier-Leblanc, marquant ainsi la solidarité des militants révolutionnaires avec les travailleurs immigrés et leur volonté de faire toute la lumière sur cette affaire. □

âgés, voulaient poursuivre le travail. Outre l'amélioration des conditions de travail, les grévistes demandaient une augmentation horaire de 30 centimes.

Les syndicats furent d'abord surpris par cette action née à la base ; ils acceptaient mal la revendication des 0,30 F qui remettait en cause l'accord récemment signé et en particulier les négociations devant avoir lieu au printemps sur les structures des rémunérations. Ils prenaient finalement à leur compte ces revendications, tout en essayant de freiner le mouvement, par exemple en faisant voter les travailleurs entre la grève illimitée et la grève tournante. Cependant, les jeunes étaient décidés ; parmi eux, un des leaders prenait publiquement, dans l'enthousiasme, sa carte à la C.G.T., si bien que celle-ci déclarait qu'elle poursuivrait l'action jusqu'à satisfaction.

La direction devait employer tous les moyens de pression pour étouffer le mouvement : Paul Berliet descendait de Paris pour faire reculer les syndicats, les menaçant de rompre l'accord et d'aller jusqu'au lock-out technique. La direction écrivait aux dirigeants syndicaux en leur demandant d'user de leur influence pour faire reprendre le travail. Mais la lettre, lue devant les grévistes, renforçait leur détermination. Le lendemain devaient avoir lieu une rencontre direction-syndicats et

l'appel à l'inspection du Travail, tout cela pour amplifier le chantage au lock-out.

Finalement, au prix de concessions qui ont semblé importantes aux jeunes, le but visé par la direction était réalisé : jeudi, les ouvriers ont repris le travail ; jusqu'alors O.S., ils sont classés P 1, ce qui représente une amélioration non négligeable pour eux ; leurs jours de grève seront payés sous réserve de récupération pendant deux samedis.

Mais, dans l'ensemble de l'usine, on peut dire que cette lutte n'a rencontré que peu d'échos, et pourtant le mouvement est la première remise en cause du « contrat de progrès », mais elle n'a pas été assez popularisée par les syndicats ; les travailleurs d'un certain âge, mal informés, ont reproché aux jeunes grévistes de ne pas situer leur action dans le cadre syndical. La direction a habilement joué de la situation, s'efforçant de diviser les travailleurs et d'amener les syndicats à jouer à sa place le rôle de répression.

Malgré cet échec, la grève a eu le mérite d'ouvrir les yeux à un grand nombre de travailleurs ; elle a montré que le contrat de progrès n'est qu'un leurre, que la direction est rapide à sortir le bâton, enfin qu'une action décidée à la base peut contraindre les dirigeants syndicaux à mener la lutte au-delà des accords avec le patronat. □

vable : nombreux sont ceux qui modifient leur menu.

Le C.I.E.R.P. répond par une note où les problèmes sont traités avec une grande discrétion, l'augmentation justifiée par celle du coût de la vie. L'Union Syndicale (C.G.C., F.O. et C.F.T.C.) enchaîne et renchérit : elle somme C.F.D.T. et C.G.T. de prouver publiquement l'assertion calomnieuse selon laquelle le C.I.E.R.P. aurait un déficit de 10 millions d'anciens francs ».

C.F.D.T. et C.G.T. répliquent par un tract commun : « on nous somme de nous justifier ; c'est bien aisé : selon nos renseignements, il y avait au début de 1969, 15 millions d'anciens francs de boni. Il y a par contre en octobre de la même année un déficit de l'ordre de 13 millions d'anciens francs ».

A ce tract était jointe une lettre de protestation que les agents devaient signer individuellement et envoyer au C.I.E.R.P. : les protestations affluent par centaines.

Suite à cette action, silence total du C.I.E.R.P., les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. dénoncent la tactique du C.I.E.R.P. qui consiste à laisser « pourrir la situation » jusqu'à ce que l'augmentation soit entérinée par la force de l'habitude. Ils proposent au personnel le boycott complet d'un repas à la cantine.

Malgré la promesse patronale d'examiner la situation de la cantine avec le Comité d'Entreprise, les agents d'Elf boycottent la cantine à 50 ou 60 % et les travailleurs de l'extérieur de manière encore plus massive.

Ainsi les usagers ne se contentent pas de désapprouver l'augmentation ; ils la combattent. Et une fraction notable d'ingénieurs s'est bel et bien associée à ce mouvement aux côtés des employés.

Aujourd'hui la solution qui est proposée au C.E. par les syndicats qui ont animé l'action est simple : pour combler le déficit dû à une carence de la gestion, il faut une contribution patronale exceptionnelle.

Aux dernières nouvelles, il ne semble pas que la direction ait beaucoup de sympathie pour cette solution. Mais avec le boycott des plats augmentés, avec la campagne de protestation, avec le boycott d'un repas, le personnel a montré qu'il était disposé à ne pas se laisser faire. Il ne devrait donc pas s'arrêter en si bon chemin... □

Grève chez Berliet

De notre correspondant à Lyon

La semaine passée, une grève était déclenchée dans le secteur des deux chaînes de montage moteur : la direction avait imposé une augmentation du nombre de moteurs montés par jour, sans modifier l'équipement : outillage insuffisant, surface trop exigüe et de plus en plus encombrée ; malgré des accidents — un palan était tombé en panne — le montage d'un

moteur devait être réalisé dans le même temps de travail qu'auparavant. C'est donc d'abord sur les conditions de travail que les travailleurs passaient à l'action.

Sur quatre-vingt-huit ouvriers, le mouvement était suivi par soixante-dix-sept d'entre eux, les plus jeunes (moyenne d'âge : environ vingt et un ans), tandis que onze autres, plus

Boycott de la cantine à Elf-Re

Michel Camouis

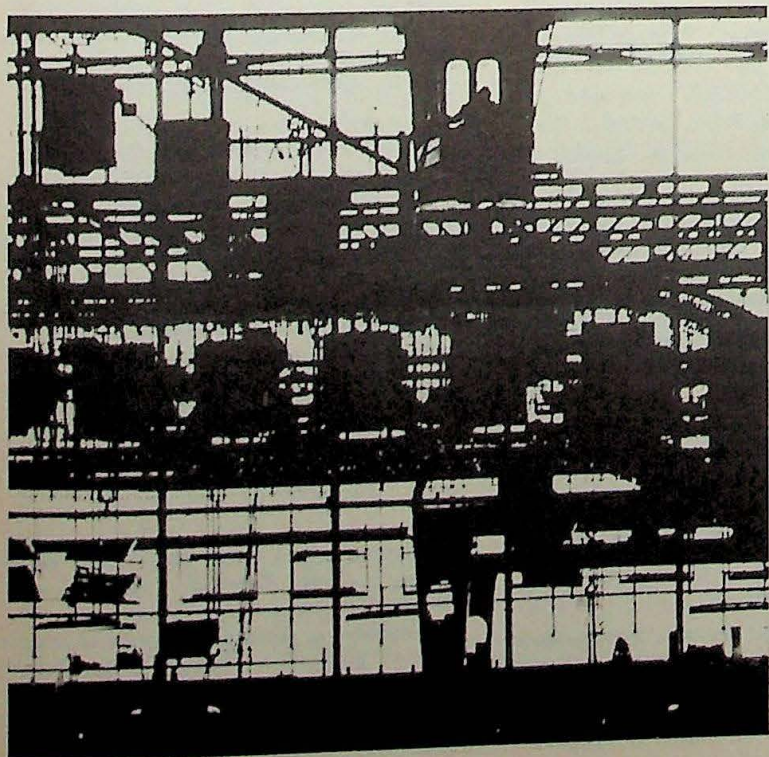
Au Siège social d'Elf-Re, rue Nélaton, la cantine est gérée par un comité (le C.I.E.R.P.*) dont les principaux membres sont désignés par la direction, les autres étant choisis par le Comité d'entreprise. Ce restaurant sert journellement un nombre important de repas : de l'ordre de 1.600 ; dont 1.000 aux agents Elf et 600 à des travailleurs venus de l'extérieur.

Le règlement des repas se fait au moyen de tickets, tickets à l'achat desquels le C.E. participe pour moitié.

Le 30 décembre, le C.I.E.R.P. annonce brusquement que le nombre de tickets

exigible pour les entrées, les salades, les fromages, les desserts et les cafés sera doublé dès janvier. Cette mesure correspond à une augmentation de 30 à 50 % du prix des repas.

La réaction des syndicats C.F.D.T. et C.G.T., porte-parole du mécontentement est immédiate : par voie d'affiche, ils réclament l'annulation de cette augmentation ainsi qu'une enquête sur la gestion de la cantine. Ils appellent en outre à protester par tous les moyens, en particulier en boycottant les plats augmentés. Cette proposition reçoit un accueil spontanément favo-



Jean Pottier

La lutte contre la sélection

Albert Rousselles

La politique du pouvoir qui cherche à rentabiliser la formation, à produire aux moindres frais les travailleurs qualifiés dont le patronat a besoin, se traduit de manières diverses dans les facultés. Mais la restructuration, la mise à la disposition du patronat de facultés, ou de départements de facultés entiers, se traduisent par une constante qui sensibilise les étudiants : la sélection.

Une circulaire de Guichard diminuant le nombre des professeurs de langues dites secondaires (à peu près toutes sauf l'anglais) aura évidemment deux effets : faire payer moins cher à l'Etat la formation donnée dans les lycées, et diminuer faute de débouchés le nombre des étudiants en langues.

Face à cette situation, les étudiants en langues se sont mobilisés pour exiger l'abrogation de cette circulaire. Ils s'opposent ainsi clairement à un aspect de la politique du pouvoir à l'université. Mais c'est aux étudiants militants du P.S.U. et du courant révolutionnaire que revient une double tâche.

D'une part faire comprendre aux étudiants en lutte que leur bataille est dirigée contre les visées du capitalisme à l'université.

D'autre part prendre la direction de cette lutte pour éviter les déviations réformistes et offrir un débouché politique à la masse des étudiants.

Enfin, dans l'U.N.E.F., organisation de masse du mouvement étudiant, leur fournir un cadre unitaire

d'action qui les arme efficacement pour mener cette bataille.

C'est dans le cadre fourni par la direction de l'U.N.E.F. que les étudiants militants peuvent remplir ces tâches : une semaine nationale d'action contre la sélection et la rentabilisation capitalistes de l'université, pour l'abrogation de la circulaire et pour un recrutement des enseignants levant les barrières hiérarchisées.

Au cours de cette semaine la journée du mardi devait revêtir une importance particulière, et s'associer si possible à la base avec celle du SNESup : car sur ce problème des langues, il est clair que le mouvement étudiant peut et doit rechercher l'appui des ensei-

gnants, mais aussi des lycéens et des parents d'élèves. Dans la mesure où le B.N. du SNESup cautionne les meetings communs aux réformistes de droite et de gauche et semble refuser la discussion avec l'U.N.E.F., la seule possibilité à l'heure actuelle est de rechercher l'unité à la base avec les enseignants.

Les étudiants du P.S.U. auront fait le maximum pour qu'au cours de cette semaine les étudiants en langues s'unissent sur des mots d'ordre clairs pour voir leur lutte aboutir. Mais la tâche fondamentale d'explication aux travailleurs du sens de cette bataille, afin que le mouvement étudiant soit compris, ne pourra être remplie que par le Parti tout entier.

Lettre ouverte au ministre de l'Éducation nationale

Comité de lutte (Barricades, Front uni, P.S.U.)

Monsieur le Ministre,

Vous nous avez imposé un examen de français : « pour alléger les épreuves du bac proprement dit », « pour éviter la confusion entre dissertation philosophique et dissertation française ».

En Mai, nous demandions l'abolition des examens, car nous estimions que les professeurs qui nous côtoient tous les jours étaient les mieux placés pour nous juger ; et voilà que vous nous imposez un examen supplémentaire !

En Mai, nous demandions le droit de regard sur les passages de classe, sur les appréciations portées sur le livret scolaire, sur notre avenir ; et voilà que vous nous répondez par un examen où, impuissants, nous serons livrés à l'arbitraire !

Comment un enseignant, même le plus équitable, peut-il juger un élève, une scolarité, sur la base d'un entretien de quelques minutes et après lecture d'une seule copie ?

Vous voulez faire payer aux lycéens le prix de vos propres carences, de votre incapacité : nous ne payerons pas les pots cassés d'un examen lamentablement préparé, dont le programme et les modalités nous étaient inconnus quelques mois auparavant, aggravés par les erreurs dans l'énoncé des sujets à l'écrit, par la mauvaise organisation matérielle de l'oral, par le mécontentement des professeurs de français.

Les lycéens ne s'y trompent pas !

En fait cet examen en fin de première est :

● Un moyen de contrôle irrationnel des connaissances. Des résultats de 1969 le démontrent, où l'arbitraire et le hasard ont

régné en maître, encore qu'un contrôle rationnel des connaissances soit impossible dans le système actuel.

● Une institution antipédagogique. Les enseignants sont nombreux à le reconnaître : on nous juge sur un savoir emmagasiné à la hâte, livresque, que l'on s'empresse d'oublier sitôt l'examen terminé.

● Un instrument de répression. En restaurant cette épreuve, vous espérez nous faire bachoter et créer un climat d'insécurité peu propice aux luttes de masses.

● Un instrument de ségrégation sociale. Vous savez comme nous que ne juger que la capacité à rédiger, à s'exprimer longuement et abstraitement élimine ceux qui vivent dans un environnement socio-culturel limité et favorise les fils d'avocats, de médecins, d'industriels, de grands commerçants par exemple.

Cet examen est un barrage de plus qui bloque un peu plus encore l'accès de l'enseignement supérieur aux fils des couches défavorisées.

● Un instrument de sélection. En fonction des besoins (de l'industrie...) et des limites (en crédits et en locaux...) définies par l'Etat et les patrons et non en fonction des connaissances et capacités acquises.

● Un pas vers le rétablissement du probatoire. Comme le reconnaît déjà l'Association des professeurs de philosophie dans son bulletin.

● Un élément d'une politique qui vise à élargir le cycle court, à restreindre le cycle long, à renforcer les barrages (3^e, 1^{er}, terminale), à transférer le 1^{er} cycle dans les C.E.S.

Si vous comptez sur notre apathie pour pouvoir appliquer vos projets, si vous

croyez qu'un an de participation nous a chloroformés, nous a retiré toute volonté de nous défendre, vous vous trompez !...

Vous nous provoquez

En juin 1969, le recteur Gauthier déclarait : « Une possibilité de rattrapage sera offerte aux candidats qui jugent insuffisante la note obtenue à la fin de la classe de première. »

Et vous nous dites : « Pas plus que les épreuves écrites du premier groupe, les épreuves anticipées de français ne seront recommandées. »

Vous nous attaquez...

Vous remettez en cause les libertés acquises en Mai. Vous excluez les lycéens (Michelet, Louis-le-Grand, Buffon, C.E.T. de Dijon...). Vous suspendez les enseignants (Kahn, Senik, Courtade) pour simple délit d'opinion.

Par votre participation, vous voulez nous faire cautionner votre politique d'austérité, de répression, de rentabilisation capitaliste de l'Université (décret instituant la seconde langue facultative).

Et nous vous répliquons...

Depuis la rentrée se multiplient les grèves, meetings, assemblées générales : Turgot, Sèvres, Charlemagne, Saint-Cloud, Jean-Baptiste Say, Condorcet, Roanne, Orléans, Marseille, Aix, Saint-Etienne, Etampes.

Et nous exigeons

La possibilité de repasser les épreuves écrites et orales dans le premier groupe d'épreuves pour ceux qui le désirent.

Le déroulement intégral des conseils de classe devant tous les élèves et l'exclusion

de ceux qui n'ont rien à y faire (proviseurs, surveillants généraux...).

La publicité intégrale des délibérations du jury et la possibilité d'appel. Ce contrôle lycéen n'abolit ni ne cautionne votre sélection, mais démasque l'arbitraire de votre examen.

L'abolition de la circulaire du 17 novembre rendant la seconde langue facultative

La reconnaissance du droit d'être autre chose que de la viande à examen (droit de réunion, d'expression et de contrôle...).

Et nous nous organiserons

En comités de lutte contre la sélection réunissant tous ceux qui refusent cet examen anticipé, ces comités organiseront la mobilisation dans les lycées.

En nous réunissant en A.G. brèves mais efficaces, définissant les actions, concertant les enseignants, élisant des délégués.

En coordonnant ces comités de lutte au sein d'un comité national d'action auquel pourront adhérer, sur la base de cette lettre, des sections syndicales locales d'enseignants, des organisations de lycéens...

En faisant signer le plus largement possible cette lettre ouverte.

Nous avons compris que personne ne nous défendrait à notre place. Nous avons choisi la lutte. Ensemble, nous pouvons gagner.

Monsieur le Ministre, vous avez exprimé vos positions : elles ne nous satisfont guère. A nous d'imposer les nôtres.

Veillez recevoir, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre détermination à vous combattre résolument.

VE

quotidienne

Faut-il laisser les mœurs aux privés ?

Michèle Descolonges

A la suite de l'article « Les Concessionnaires », paru dans le n° 437 de « Tribune Socialiste » les réactions ont été nombreuses. On trouvera ci-dessous des extraits de deux lettres. Bernard Jouve et Philippe Warnier reviennent sur le rôle que j'attribue aux conseillers conjugaux. Peut-être ne convient-il pas d'être maximaliste dans un domaine où le mouvement ouvrier a très peu dit ? Peut-être, disait un camarade qui travaille au planning familial, faut-il utiliser comme moyen ce qui est un but pour d'autres ?

Il y a dans les pays occidentaux, une méfiance générale des révolutionnaires pour tout ce qui pourrait poser des questions pour lesquelles nous avons fort peu d'instruments d'analyse. Pourtant l'évolution du capitalisme entraîne obligatoirement des phénomènes sociaux et commerciaux dont nous devons tenir compte.

L'analyse qu'a faite Engels de la famille est juste, mais nous héritons d'une structure et d'un comportement social que nous ne pouvons pas effacer d'un trait. Il est à cet égard frappant de constater que l'union libre est prônée dans les pays occidentaux, en premier lieu par les intellectuels et les artistes, qui sont des couches privilégiées, alors que l'enquête sociologique d'Oscar Lewis : « Les enfants de Sanchez », fait apparaître que les couches très pauvres (il s'agit-là du Mexique mais le phénomène est le même en France) considèrent l'institution du mariage comme une garantie économique.

Nous pouvons penser que dans une société communiste, c'est-à-dire après la société socialiste, il n'y aura plus besoin d'institutionnaliser les rapports sociaux, et sans doute est-ce l'objectif que nous devons avoir. Nous savons que les rapports et les institutions sociaux ne sont pas indépendants de l'évolution des forces productives. Cependant, l'évolution des rapports sociaux n'est pas mécaniquement liée au niveau du développement économique. Et le pro-

blème que se posent, avec raison, les camarades qui ont écrit est de faire progresser le niveau de conscience des individus et en même temps de commencer à résoudre certaines contradictions quotidiennes.

On peut rétorquer que vouloir résoudre ces contradictions favorise l'intégration au système. Mais l'état de misère ne favorise pas la lutte révolutionnaire et l'élévation du niveau de vie est considérée comme une avancée du mouvement ouvrier et non comme un recul. Il ne peut qu'en être de même de tout ce qu'on classe sous la dénomination : mœurs.

La difficulté, c'est que les révolutionnaires sont muets sur le chapitre des mœurs et que les luttes sont surtout laissées à des initiatives privées.

• Je sais bien que beaucoup d'articles de revues ou de magazines sont signés par des personnes se disant conseillers conjugaux ou sont attribués à de tels conseillers, car cette appellation n'est pas réservée et ne correspond pas à un statut officiel, mais je considère néanmoins que les authentiques conseillers conjugaux sont ceux qui sont formés et agréés par l'Association Française des Centres de Consultation Conjugale (A.F.C.C.C.).

Or ces conseillers ne sont pas ceux du genre que vous évoquez dans votre article. Ils ne sont nullement des confesseurs laïcs, des guides, des directeurs de conscience. Ils ne portent pas de jugements et n'apportent pas de solutions.

Au contraire les conseillers conjugaux de l'A.F.C.C.C. appliquent systématiquement la méthode non directive. Le consultant, quelles que soient ses motivations initiales, est appelé « à tenir conseil » avec le conseiller conjugal dont le rôle se borne à l'aider à trouver lui-même la solution à ses difficultés, sans arrière-pensée et sans « a priori ».

Le tract ci-joint est très explicite à ce sujet comme vous pourrez le voir et le client du conseiller ne peut se méprendre dans la même critique.

Quant au fond de cet article, il est difficile d'en discuter par lettre, mais je pense tout de même que le conseil conjugal permet aux consultants de parvenir à une plus grande maturité, ce qui constitue peut-être une certaine forme de désaliénation et ce qui rend peut-être plus apte et plus fort ensuite pour l'engagement et le combat socialiste.

Bernard JOUVE.

• Je suis totalement d'accord avec la teneur générale de votre jugement. La réponse purement individuelle que les confesseurs du genre de ceux que vous dénoncez prétendent apporter aux problèmes de la vie quotidienne, le silence fait sur les aliénations socio-économiques, l'illusion sur une prétendue libération intérieure sont l'exact contraire d'une attitude socialiste.

Un détail de votre analyse, pourtant, me gêne, probablement dû à une information insuffisante : l'allusion au Planning et aux conseillers matrimoniaux, d'ailleurs appelés plutôt « conjugaux ».

Pour bien connaître les militants qui, dans des organismes de ce type, font ce travail (ils sont nombreux dans mon Mouvement) je puis vous dire qu'ils sont très sensibles à la dimension collective et aux aliénations socio-économiques qui conditionnent la vie quotidienne des gens qui les consultent. Ils ne se posent pas d'ailleurs en « guides » mais en « écouteurs » et cherchent avant tout à établir avec les consultants une relation vraie où soit intégré tout l'environnement socio-économique des deux partenaires.

Ce n'est pas un hasard d'ailleurs si un certain nombre de mouvements de culture permanente, des associations familiales et ces organismes spécialisés tentent en-

semble aujourd'hui de replacer les problèmes des conseillers dans le cadre général de l'éducation populaire (y compris donc les problèmes politiques) afin d'éviter à la fois une étatisation et une commercialisation également dangereuses.

Un mot enfin : il faudrait revenir sur les problèmes posés par votre dernier paragraphe, ils sont essentiels.

Permanent à la Vie Nouvelle.
Philippe Warnier,

ESPRIT

L'ADMINISTRATION

Le citoyen saisi par l'administration

Le mode autoritaire de l'anarchie

Un syndicalisme ambigu

Le choc de Mai 68

Le maquis des rémunérations

Les féodalités publiques

Humiliation, prestige et dignité du fonctionnaire

La bureaucratie moderne et ses irréalismes

Privé-public : fausse opposition

JANVIER 1970, 12 F.

ESPRIT 19, rue Jacob, Paris 6^e
C.C.P. Paris 1154-51

le Peuple et ses fusils

Michèle Vanesse

Le Laos est en lutte depuis 25 ans et connaît quotidiennement les tirs et les bombardements américains. Un film réalisé collectivement par Jean-Pierre Sergent, Marceline Loridan, Joris Ivens, Emmanuelle Castro, Suzanne Fenn, Antoine Bonfanti et Bernard Ortion, Anne Rullier nous explique ce qu'est la guerre populaire au Laos.

Une leçon

Le film est volontairement conçu comme une leçon et monté en fonction de cela : avec une introduction, quatre parties et une conclusion.

L'introduction donne la définition du vocabulaire qui sera utilisé et expose la situation politique et militaire en Extrême-Orient, dans le Sud-Est asiatique, au Laos. La première partie, « l'Armée du peuple arme le peuple », est une explication du rôle des militants : ils éduquent, alphabétisent, soignent et éveillent la conscience politique des masses.

Les cadres formés dans la lutte de libération sont perfectionnés dans les écoles enfouies au creux des rochers. C'est aussi à Nakay que siège le comité central du Front patriotique lao. Ceci est la deuxième partie : « Qui commande aux fusils ».

« Le peuple peut tout » dit la troisième partie, il apprend la démocratie dans le village. Le progrès contre l'obscurantisme est une participation à la lutte, et le village devient la pépinière des combattants de l'armée de libération.

Car l'armée populaire de libération constitue le fer de lance de la résistance du peuple lao. Telle est la quatrième partie : « Sans son armée le peuple n'aurait rien. » Et le finale invite à tirer les leçons politiques de la guerre de libération au Laos.

Le refus de la subjectivité

« Le Peuple et ses fusils » a connu des difficultés avec la censure et ne sera diffusé que sur le territoire français parce qu'« il constitue aussi un pamphlet violemment anti-américain et hostile au gouvernement du Laos ». Pour-

tant l'existence de l'agresseur américain et du gouvernement fantoche nous est donnée dès le départ, et nous ne les voyons jamais. Cela correspond peut-être à la volonté des réalisateurs de rompre avec toute conception sentimentale de « la lutte héroïque ». Seulement la démonstration en perd de la force, car une armée populaire se définit également en fonction de ses adversaires et pas uniquement en elle-même.

La caméra est toujours fixée sur l'homme et la femme dans leurs réalisations, sur la collectivité au travail, sur les instruments : fusils, charrues, livres. Les auteurs s'expliquent : « Les cartons permettent à tout moment au spectateur de prendre ses distances par rapport à ce qu'il voit. Le spectateur contrôle, critique, il échappe à l'effet de fascination qu'exercent souvent les films où les auteurs se sont ingénies à masquer les lacunes, à dramatiser à outrance, à jouer sur la subjectivité. Nous avons essayé que notre démarche de cinéastes qui transmettent une connaissance à des spectateurs, soit un parallélisme rigoureux avec la démarche des militants et des combattants révolutionnaires laotiens qui apprennent ce qu'ils savent à leur peuple. »

Effectivement ils ont évité le piège larmoyant et le contact que nous, spectateurs, avons avec les combattants est intellectuel. L'enthousiasme qu'ils ont mis à réaliser le film ne transperce pas.

Sans lyrisme : le peuple

Cela nous ramène au débat sur le rôle du cinéma. « Le Peuple et ses fusils » est une très bonne explication de l'armée populaire au Laos, et donc un instrument de connaissance et de travail. En ce sens, il nous est indispensable. Si je me réfère au système de valeur de notre camarade Morel, c'est un film révolutionnaire : il a des difficultés avec la censure et il ne passera que dans le circuit « art et essai ».

Seulement, qui touchera-t-il en dehors d'un public de militants ? Qui mobilisera-t-il — car tel est son objet — en dehors de ce même public ?

Est-il beau, ne l'est-il pas ? Il n'est pas possible de trancher sans

faire appel à la subjectivité. La pire conception est qu'il existe un art prolétarien et un art bourgeois. Considérer que la révolution commence par la révolution individuelle, par le mode culturel est faux ; la pratique l'a démontré. Mais considérer que l'art doit être au service de la révolution et ne



D.R.

rien apporter d'autre que des pierres polies par la volonté politique constructive n'est-il pas également faux ? C'est considérer que l'art est un domaine séparé de la vie quotidienne, de la vie politique et économique, et n'est-ce pas cela que fait le capitalisme ?

Ayant voulu rompre avec la tradition des pauvres petits Vietnamiens, ou Laotiens, etc., les réali-



D.R.

sateurs se sont en même temps soustraits de tout lyrisme. Marceline Loridan — coréalisatrice du film — disait : « Vous raisonnez avec une mentalité d'Occidentaux. » Sans doute a-t-elle raison, et peut-être ne faut-il pas chercher autre chose dans « le Peuple et ses fusils » qu'une admirable démonstration de ce qu'un peuple uni peut réaliser ?

□

La petite omission de Roger Garaudy

De notre correspondant particulier à Berlin

Parmi tant d'arguments-mas-
sue assénés à Roger Garaudy,
une petite flèche perfide est
passée presque inaperçue.
Commentant les critiques que
le directeur du C.E.R.M. faisait
de la réalité socialiste en Union
Soviétique, les auteurs des fa-
meuses vingt pages de « Nou-
velle Critique » (numéro de
janvier), consacrées à la réfu-
tation du « Grand tournant du
socialisme », s'étonnaient qu'il
n'ait pas analysé le cas de la
R.D.A., dont « le monde entier
reconnait les résultats. Un seul
homme ne les a pas vus, n'a
pas cru nécessaire de les étu-
dier, croit pouvoir consacrer
un livre au rapport de la révo-
lution scientifique et technique
et du socialisme, sans en dire
un seul mot, en l'ignorant su-
perbement (1). Or, le profes-

qu'il a quitté ce « socialisme
scientifique » pour propager
des « vues » volontaristes et
idéalistes » que la « Pravda »,
dans un article du 15 janvier
dernier, n'était pas éloignée de
considérer comme aussi con-
traires aux « intérêts nationaux
(« nacional nyie interesy ») de
la France » que « le pouvoir
des monopoles ». On sait de
quel « volontarisme » il s'agit.
Entre le « volontarisme » et
les « monopoles » qui trahis-
sent notre pays, il ne reste pas
beaucoup de place. Et puis,
c'est tout à fait rassurant de
voir que seuls les adversaires
de Garaudy et la « Pravda »
se montrent préoccupés des
« intérêts nationaux de la Fran-
ce ».

On sait ce qu'il est advenu

chien », Ernst Fischer, devenu
entre temps la « bête noire »
de Berlin-Est, a été exclu du
parti. Garaudy n'est plus au
Comité Central. En un mot, les
gens qui avaient œuvré pour la
publication de Kafka.

De 1962 à 1968, la R.D.A.
« pour avoir répudié Kafka,
n'en a pas moins fait des cau-
chemars kafkaïens », comme
on l'a dit au P.C. tchécoslova-
que. D'ailleurs, elle avait dû,
après l'Union Soviétique, pub-
lier bon gré mal gré quelques
œuvres de Kafka — mais à un
tirage fort réduit... On ne savait
pas trop, encore, de quel côté
tournerait le vent. En 1965, en-
core, la revue soviétique de
Littérature étrangère rendait
compte de « Réalisme sans ri-
vages », de Garaudy, mais sur
un ton déjà sévère et avec du
retard sur sa publication. En
R.D.A., les dirigeants ne ca-
chaient plus leur hostilité aux
thèses « sans rivages » de Ga-
raudy. Puis, ce fut un article
de la revue culturelle commu-
niste de Berlin-Est « Sonntag »
du 12 février 1967, qui se mit
à tirer à boulets rouges contre
le théoricien communiste fran-
çais. « Soontag » portait des
coups bas. Garaudy, écrivait
l'article anonyme de « Son-
ntag », avait accordé une inter-
view au magazine hambour-
geois « Der Spiegel », (qui
pourtant n'a pas la réputation
d'être particulièrement conser-
vateur, bien au contraire), où il
avait laissé passer « pitoyable-
ment » une belle occasion de
« dire leur fait à ces maréca-
ges journalistiques spécialisés
dans l'abêtissement du peu-
ple ». L'auteur de l'article ano-
nyme suggérait que Garaudy
avait dû être « mal informé »
ou « trop conciliant » ou tout
simplement « qu'il n'était pas
en forme ». Enfin, il lui repro-
chait de calomnier l'Union So-
viétique et sa politique d'avant
la Seconde Guerre mondiale
(une allusion au pacte de Sta-
line avec Hitler ?). Ce reproche
est tout à fait symptomatique. Il
a été repris par l'article ano-
nyme de la « Pravda » du 15
janvier dernier auquel il a été
fait allusion ci-dessus. « Nou-
velle Critique » de janvier re-
prochait à Garaudy des faits
analogues. Mais c'est à Berlin-
Est, donc, que l'on avait ou-
vert le feu, en février 1967 dé-
jà. On voit bien que si Gara-
udy avait « oublié » la R.D.A.,
la R.D.A. n'avait pas « oublié »
Garaudy.

Elle avait pourtant tenté une
fois de le « récupérer ». Dans

un article de « Sonntag » du
7 juillet 1968 qui n'avait pas été
écrit, toutefois, par un Alle-
mand de l'Est, on disait du bien
de Garaudy. Il était question
du congrès sur Karl Marx qui
s'était réuni à l'UNESCO à Pa-
ris, en mai 1968. L'article paru
dans « Sonntag » se félicitait
que l'exposé de Garaudy eut
rejeté les idées de Marcuse.
Marcuse, tourné en ridicule à la
fin de l'article, s'était trompé
puisque Garaudy lui avait dé-
montré que les intérêts des étu-
diants et des travailleurs se
rencontraient. Evidemment, on
pouvait lire entre les lignes
qu'ils ne se rencontraient que

dans les rangs du P.C.F. On ne
sait si cette interprétation était
tout à fait conforme aux inten-
tions de Garaudy. En tout cas
s'il n'a pas saisi cette dernière
perche que lui tendait Berlin-
Est, il l'a fait sans doute en con-
naissance de cause, car la cau-
se était entendue. □

J.-P. P.

(1) Pour combler judicieusement
cette lacune, nous recommandons
vivement la lecture du livre de
Gérard Sandoz, « La gauche alle-
mande de Karl Marx à Willy
Brandt » (Julliard), notamment les
pages 207 et suivantes, consacrées
à la R.D.A. et à ses « résultats ».

Pour la première fois, le parti communiste S.E.D. de R.D.A.
a envoyé une délégation officielle à un congrès du P.C.F. La
délégation de communistes est-allemands, qui a assisté au
XIX^e congrès du P.C.F. à Nanterre, était conduite par Hermann
Axen, candidat du bureau politique et secrétaire du comité
central du parti est-allemand. Axen, qui est chargé de la direc-
tion est-allemande des relations avec les partis-frères, a tou-
jours préconisé au cours des dernières années une associa-
tion inconditionnelle avec Moscou. Son passage du poste de
rédacteur en chef de « Neues Deutschland », quotidien du
S.E.D., à ses fonctions actuelles, en 1966, a consacré l'aligne-
ment sur la ligne soviétique et l'abandon du « polycentrisme »
défini jadis par Togliatti, qu'Axen avait fortement critiqué.
Dans la délégation du parti est-allemand à Nanterre, on trou-
vait également Alfred Kurella qui a surveillé de très près l'évo-
lution de la culture en Allemagne de l'Est au cours des années
soixante. C'est lui qui avait mené l'attaque de front du parti
de Berlin-Est contre les partisans de la publication des œu-
vres de Franz Kafka. Dans le communisme allemand, il est
considéré comme le principal théoricien du « réalisme socia-
liste » d'inspiration stalinienne.

seur Garaudy n'est pas un
ignorant, en effet. On aurait
peine à croire qu'il a « oublié »
d'analyser le modèle socialiste
est-allemand qui est en même
temps « l'enfant modèle » de
l'Union Soviétique.

Roger Garaudy en revanche
n'a pas caché ses sympathies
pour « l'enfant rebelle » du
camp socialiste, la Tchécoslo-
vaquie d'avant août 1968.

A l'âge d'or du conformisme
promoscovite, quand Garaudy
écrivait des livres en accord
parfait avec la « ligne généra-
le », sa prose avait toujours
trouvé preneur en R.D.A. C'est
ainsi par exemple que les édi-
tions de Berlin-Est « Rütten und
Loenig » avaient publié en 1954,
agrémentées d'une préface pos-
sitive, ses « Sources françai-
ses du socialisme scientifi-
que ». Aujourd'hui, on consi-
dère, à Berlin-Est et à Moscou,

des intérêts nationaux de la
Tchécoslovaquie. Mais le pro-
blème ne se situe pas au ni-
veau national. Il s'agit de la dé-
finition du socialisme. On no-
tera en effet que l'époque où
l'attitude de Garaudy avait
commencé à éveiller des réti-
cences, précisément à Berlin-
Est, se place au moment où,
en Tchécoslovaquie, il y a à
peu près huit ans, quelques
esprits courageux, appuyés par
des communistes et des non-
communistes progressistes de
l'Est et de l'Ouest, s'attelèrent
à la « réhabilitation » des œu-
vres de l'écrivain Franz Kafka.
C'est de la délégation est-alle-
mande que vint la résistance la
plus vive à ce projet. Non sans
raisons. « L'affaire Kafka »,
source de critiques du bureau-
cratisme, fut le point de départ
d'une longue évolution qui de-
vait mener au « printemps de
Prague ». On sait ce qu'il en
advint. Le « Garaudy autri-

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Be-
ley, André Bielany, Gilbert
Chantaire, Michèle Descol-
longes, Gérard Féran, Jacques
Ferlus, Jacqueline Giraud,
Christian Guerche, Gilbert
Hercet, Jean Morel, Dominique
Nores, Lucien Saintonge, Ber-
nard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

**Directeur
de la Publication**
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de		80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

Le présent numéro est tiré
35.000 exemplaires.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande
à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Réponse à Manuel Bridier

Pierre Belleville

Dans son éditorial du 19 janvier Manuel Bridier se demande à propos du Biafra « quelles conséquences auraient pu avoir une sécession victorieuse » et, faisant l'histoire qui n'aura pas lieu, propose « d'examiner les avantages de multiples Etats non viables pour les exploités impérialistes ».

Je voudrais à ce propos faire les remarques suivantes :

1) Le diagnostic « non viable », porté sur un Etat qui n'a pas eu l'occasion de vivre autrement qu'en guerre et qui a été détruit par la guerre, est pour le moins aventuré. Evidemment on est sûr que les faits ultérieurs ne viendront pas le contredire. Mais, si l'on en reste au domaine des hypothèses en quoi l'Etat du Biafra était-il finalement moins viable que d'autres moins peuplés et moins riches.

2) Où sont réellement l'intérêt des bourgeoisies africaines et l'intérêt des impérialistes ?

L'histoire, celle de la France et de ses provinces, celle de l'Europe du XIX^e siècle, nous rappelle deux choses. La première, c'est que les bourgeoisies nationales peuvent avoir intérêt à susciter, à réveiller un mouvement de nationalisme populaire dirigé contre un Etat multinational où le pouvoir est aux mains de la bourgeoisie d'une seule nationalité. Ces mouvements, dans l'Europe du XIX^e siècle ont souvent eu un caractère progressiste. Les luttes nationales lancées à l'initiative des bourgeoisies en Europe centrale, ont permis aux peuples de se donner à nouveau une identité et ont souvent servi de tremplin aux luttes de classes.

Que quelques bourgeoisies africaines en fassent autant, essayant par la sécession de se tailler une meilleure place, un pouvoir indépendant, ne saurait nous étonner. Qu'elles soient éventuellement soutenues par quelques grandes firmes internationales en quête de territoires à exploiter, est normal. Mais les autres bourgeoisies, installées à la tête des Etats héritiers du colonialisme, ne sont pas plus progressistes.

Leur résistance à la sécession est d'ailleurs soutenue par d'autres firmes internationales tout aussi intéressées que les premières. A ce niveau, il est difficile aux révolutionnaires de prendre parti. Ils doivent au moins se demander si l'affirmation des identités nationales contre les Etats multinationaux à frontières artificielles n'est pas aussi progressiste en Afrique qu'elle ne l'a été en Europe.

Mais l'histoire nous donne une seconde leçon. D'autres bourgeoisies nationales en Europe trouvent plus habile de conserver leur pouvoir local en s'associant au pouvoir dominant, en s'assimilant, en s'intégrant ; en préparant ainsi des participations individuelles à ce pouvoir dominant. Ne constatons-nous pas la même chose en Afrique ?

L'intérêt des bourgeoisies africaines nées du colonialisme est en général, que se perpétuent les Etats nés également du colonialisme, viables ou pas, et que l'Afrique ainsi structurée s'intègre au système impérialiste américain. Le maintien des frontières tracées par le colonialisme politique a facilité et facilite encore le passage au colonialisme économique.

Telle est la règle. Qu'il y ait des bavures, qu'une firme internationale fasse passer ses intérêts particuliers avant l'intérêt général du système, cela ne saurait nous

étonner. Marx a parlé de l'égoïsme bourgeois. C'est une source de contradiction chez l'adversaire, qui mérite d'être exploitée.

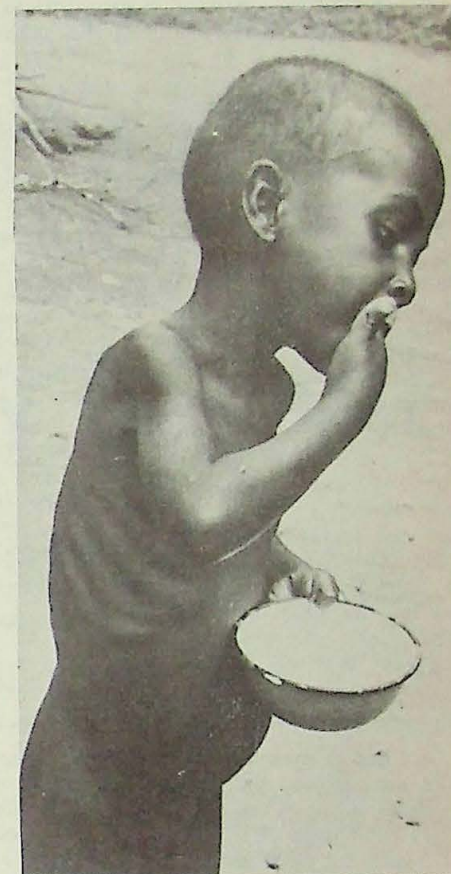
Le fond du problème, c'est que dans l'intérêt profond de l'impérialisme, l'Afrique doit rester en ordre et par conséquent les frontières doivent rester ce qu'elles sont. Leur rupture, fût-ce sur un point, c'est la porte ouverte à l'aventure : qui sait ce qui peut sortir d'un mouvement « populaire », même mené par une bourgeoisie locale ?

3) D'autre part, est-il juste de dire que l'intérêt de l'impérialisme réside dans la multiplication d'Etats non viables ? Encore une fois ne confondons pas l'intérêt d'une firme et celui de l'impérialisme américain. Les gangsters du « syndicat du crime » sont partisans de la multiplication des Etats caribbes, l'United Fruit joue la division en Amérique centrale et tel groupe pétrolier, la sécession biafraise. Cela vaut pour les intérêts particuliers. Mais les Etats non viables ne font-ils pas globalement courir un risque à l'impérialisme américain ? Ne sont-ils pas les points faibles de la chaîne ? Dans un récent numéro d'« Entrepris », Michel Drancourt expliquait, sous le titre « L'Europe, Séguy ou les colonels », que la France et l'Italie étaient des Etats non viables et demeureraient par conséquent à la merci d'un « coup de main », d'un mouvement populaire quelconque. Pour la sécurité capitaliste générale, il conviendrait de les noyer dans un ensemble plus vaste et plus complexe.

Tout cela n'est pas nouveau. Il y a 20 ans que nous savons à quoi prétend une certaine construction européenne. Mais pourquoi ce qui est vrai en Europe serait-il faux pour l'Afrique ?

Nous pouvons constater aussi que depuis qu'ils s'essayaient au rôle d'impérialisme dominant, depuis le coup de Panama, il y a 70 ans, les U.S.A. n'ont jamais remis en cause ou soutenu la remise en cause d'aucune frontière d'Etat. Leur pénétration n'a pas besoin de cela. La construction d'ensembles supranationaux permet, d'ailleurs, de détruire les réalités nationales, d'intégrer linguistiquement et culturellement les bourgeoisies sans toucher aux frontières.

Les pratiques hitlériennes, dans ce domaine, restaient de l'artisanat. Les U.S.A. n'ont pas besoin de remises en cause tragiques et grossières. Ils ont un besoin impérieux d'Etats perméables à leur pénétration, dirigés par des bour-



A.F.P.

geoisies intégrées, d'Etats vidés de tout vrai contenu national, mais viables, c'est-à-dire capables d'assurer durablement la sécurité de l'emprise américaine.

4) Revenons au diagnostic « non viable ». De quel point de vue est-il porté ? Du point de vue d'une économie socialiste ? Il serait encore plus hasardeux. Du point de vue d'une économie capitaliste ? De ce point de vue je nous souhaite beaucoup d'Etats non viables. Bridier aussi je suppose ?

5)... « Le véritable intérêt du peuple ibo... » écrit-il.

Le véritable intérêt du peuple ibo était à mon avis de pouvoir dire lui-même où était son véritable intérêt. Se substituer à lui pour le déterminer cela s'appelle du paternalisme. Et cela nous rappelle des tas de choses.

La gauche française, ce veau à cinq pattes existe quoi qu'on en dise. En effet les radicaux, les mollats, les communistes, voire les gens du P.S.U. ont quelque chose de commun : ils cultivent le fétichisme de l'Etat installé. Ils croient sincèrement que dans tout Etat installé il y a un « Etat des lumières » potentiel. On pourrait transposer et ramener en arrière la phrase de Bridier sur l'intérêt véritable des Ibo. Cela donnerait ceci : « Qu'on apprécie les contradictions principales, les oppositions de classes à l'intérieur de la société française (nigériane) elle-même

ESPRIT

L'ARCHITECTE
L'URBANISME
LA SOCIÉTÉ

Mort de l'architecte ?

Le métier

L'architecte et l'Etat

Urbanisme de classes

Les logements « sociaux »

La maîtrise de
l'espace urbain

Pour un partage
de l'imagination

NUMÉRO SPÉCIAL
Octobre 1969, 12 F.

ESPRIT 19, rue Jacob, Paris 6^e
C.C.P. Paris 1154-51



A.F.P.

et le véritable intérêt du peuple algérien (ibo) apparaît dans une autre optique. »

Souvenons-nous. La France avec trois départements algériens en appendice était un État viable. L'Algérie ne l'était pas (elle a d'ailleurs du mal à vivre nous le savons). L'Algérie française, l'intégration des élites algériennes à la France républicaine laïque, cela restait pour Naegelen, le fin du fin du progressisme. L'Algérie algérienne c'était le retour au Moyen Âge au règne des curés (musulmans) (et effectivement il y a eu aussi de cela...). Et le P.C.F. n'aurait-il pas pu signer le pastiche que je viens de faire d'une phrase de Bridier ?

Et pour rester dans l'actualité, la Guadeloupe et la Martinique constitueraient-elles, même réunies, un État viable ?

Prêcher le respect des frontières existantes au nom de la lutte de classes n'est décidément pas convaincant. Il y a en fait une dialectique

entre la lutte des classes opprimées et celle des peuples. Les classes opprimées le sont par une bourgeoisie. Les peuples opprimés aussi, par la leur ou par une autre, installée à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières que le hasard des conquêtes a tracées à travers les peuples.

La recherche par les peuples de l'expression autonome de leur identité est une des formes de la lutte des classes opprimées contre des oppresseurs qui ont toujours été cosmopolites.

6) Cela m'amène à suivre Bridier sur le terrain du Moyen-Orient.

« Il ne s'agit nullement, écrit-il, d'idéaliser la résistance palestinienne. » Effectivement, une de nos tentations constantes est de nous découvrir, de moment en moment, de pays en pays, des partenaires enfin idéaux. Cela dit, on peut avec lui « constater qu'elle constitue un ferment révolutionnaire ».

Pourquoi ? Parce que les Arabes palestiniens ont été en même temps dépossédés par les Israéliens et dupés par les féodaux arabes. La lutte populaire devient ainsi lutte de classes, coïncide avec elle.

Cela dit, la comparaison avec le Biafra ne tient pas. La ligne politique que propose Bridier, « l'alliance des avant-gardes révolutionnaires, juives et arabes, pour une Palestine socialiste », n'a rien à voir avec le maintien des actuelles structures d'État, frontières comprises. Une alliance suppose l'existence de deux entités à l'identité définie qui se reconnaissent différentes en même temps qu'elles se reconnaissent alliées. Elle ne peut viser à créer ou à maintenir un État centralisé ou hiérarchisé. Elle ne peut viser ni à diviser la Palestine, ni à créer un État arabe centralisé. Une Palestine socialiste ? Oui. Mais dans quelles limites et dans quel cadre ?

En pratique la résistance palestinienne transforme en lutte réelle la guerre fantôme, la guerre « prétexte » des États arabes féodaux qui cherchaient avant tout à imposer leur loi à l'intérieur des frontières que leur avait léguées le colonialisme (voir Kurdistan ou Soudan du Sud).

Pour riposter à cette résistance palestinienne, l'État d'Israël est contraint à son tour de mettre en cause (ce qu'il s'était jusqu'à présent bien gardé de faire) l'existence des États féodaux ou pseudo-progressistes.

Ainsi les enjeux montent dans des limites que la défense (la résistance palestinienne) est seule à déterminer et la menace sur l'ordre tout court grandit. Il n'est plus question seulement de Palestine,

mais déjà de la lutte (de classes) des Arabes contre leur bourgeoisie. Il n'est plus question de créer des États viables par addition de frontières anciennes (Égypte + Syrie = R.A.U.) mais de remises en cause autrement profondes. L'alliance proposée par Bridier ne peut être victorieuse sans instaurer d'autres structures d'États faisant la place à plusieurs peuples, et par conséquent d'autres frontières. Et la guerre elle-même menace les structures, les frontières actuelles dans tout le Moyen-Orient libérant ainsi le terrain pour d'autres révolutions.

7) Ce qui est vrai d'un côté l'est de l'autre.

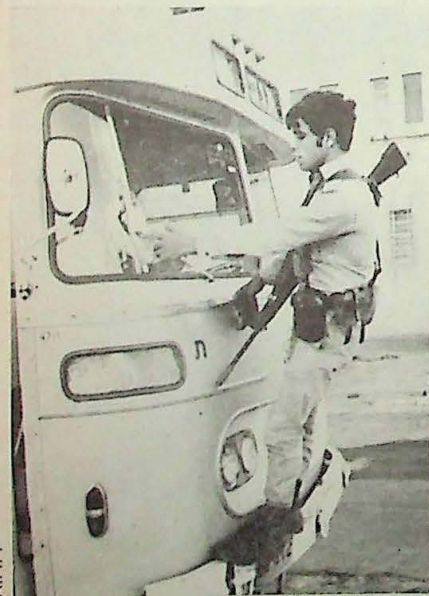
Il faut souhaiter l'unité africaine.

Il faut savoir qu'elle ne passera pas par des alliances entre gouvernements existants, mais par des alliances entre éléments révolutionnaires de groupes ethniques différents, c'est-à-dire par la remise en cause, frontières comprises, des structures d'États héritées du colonialisme.

8) Il y a des moments historiques où un sentiment national peut être exploité contre une réalité révolutionnaire. En 1919, l'État national des Cosaques du Kouban n'était qu'une base de départ de l'armée blanche contre le gouvernement soviétique. La révolution peut alors se défendre de deux manières. En reconnaissant la sécession, si cela peut désarmer l'agression (ce fut fait à l'époque pour la Finlande et finalement pour les États baltes). Ou bien en liquidant agression et sécession. C'est une question d'appréciation du rapport de forces.

En Afrique la sécession Katanga avait ce caractère. Elle était dirigée contre les progressistes congolais, contre Lumumba, plus que contre un État central congolais encore inexistant. On peut discuter la question de savoir si Lumumba n'aurait pas mieux fait d'accepter cette sécession et de tenter ainsi de désarmer l'agression plutôt que de vouloir défendre les richesses qui étaient censées faire du Congo un État viable.

Mais de toute façon, il est difficile d'interpréter dans ce sens l'histoire de la sécession biafraise. Il est difficile de dire qu'elle était une attaque contre la révolution nigériane. S'il y avait une révolution nigériane cela se serait su.



A.F.P.



A.F.P.

LIBRAIRIE TRIBUNE SOCIALISTE

54, bd Garibaldi, Paris 15° - C.C.P. 58-26-65

ÉDITIONS SOCIALES

- MATERIALISME HISTORIQUE ET HISTOIRE DES CIVILISATIONS, A. Pelletier et J.-L. Goblot 10,00
- CRITIQUE DES PROGRAMMES DE GOTHA ET D'ERFURT, Marx, Engels 3,50

ÉDITIONS ANTHROPOS

- MARX et ENGELS, D. Riazanov 15,00
- LA THÉORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine 20,00
- L'ÉCONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine 15,00
- CRITIQUE DE LA SOCIÉTÉ, T.-B. Bottomore 20,60

Campagnes

● Implantation

● Contre le Pacte atlantique

Le Collectif national Propagande a conçu et réalisé quatre affiches grand format en deux couleurs.

Trois d'entre elles entrent dans le cadre de la campagne contre le Pacte atlantique. Elles visent à faciliter la diffusion de la brochure qui doit bientôt sortir sur ce thème, la diffusion des tracts et l'organisation de réunions explicatives.

La quatrième affiche tend à situer le P.S.U. en tant que parti révolutionnaire et à susciter l'adhésion de ceux qui se sentent concernés.

**une force jeune
et révolutionnaire
existe**

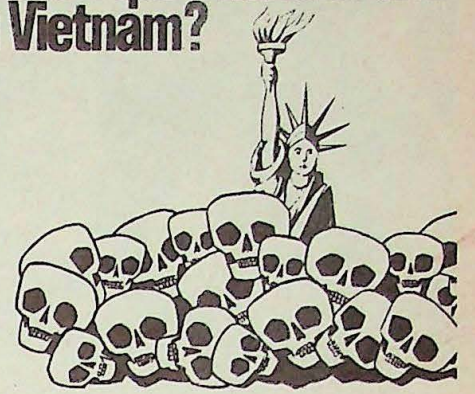


adhérez au PSU

PSU 81 rue Mademoiselle-Paris 15

0,15 F l'exemplaire

**êtes-vous solidaires
de ceux qui massacrent
au Vietnam?**



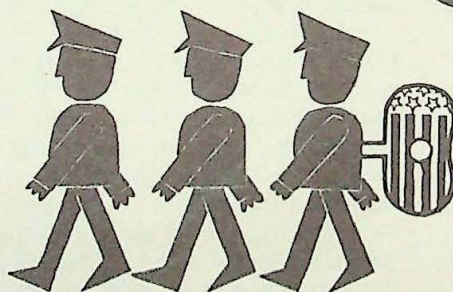
**luttons contre le Pacte Atlantique
qui lie la France
à l'impérialisme américain**

**êtes-vous solidaires
de ceux qui colonisent
l'industrie Française?**



PSU 81 rue Mademoiselle-Paris 15

**êtes-vous solidaires
de ceux qui soutiennent
les colonels Grecs?**



**luttons contre le Pacte Atlantique
qui lie la France
à l'impérialisme américain**

PSU 81 rue Mademoiselle-Paris 15

**luttons contre le Pacte Atlantique
qui lie la France
à l'impérialisme américain**

PSU 81 rue Mademoiselle-Paris 15

Le Collectif national Propagande rappelle qu'il se tient à la disposition des Fédérations et sections afin de les aider dans leur travail d'information.

D'autre part, il se tient prêt à entrer en contact avec tous ceux qui voudraient l'aider. Il suffit de s'adresser au

**Service national
propagande**

**81, rue Mademoiselle
Paris 15°**

Les quatre
affiches
sont
disponibles
au siège
de

tribune

socialiste

54, boulevard Garibaldi
Paris 15°

C. C. P. 58.26.65